








GERBEUR ET TRANSPALETTE À CONDUCTEUR ACCOMPAGNANT



OBJECTIFS DE LA FORMATION

-  Identifier le cadre réglementaire de son activité.
-  Comprendre le fonctionnement des principaux organes et équipements du chariot pour l'utiliser en sécurité.
-  Assurer les opérations de maintenance adaptées.
-  Décrire les mesures de sécurité associées à chacune des activités et actions.
-  Réaliser en sécurité les opérations de manutention prescrites.

PROGRAMME

- 1 Introduction
- 2 Les enjeux de la prévention
- 3 Les principaux facteurs d'accidents
- 4 Les différents acteurs de la prévention
- 5 Obligations et responsabilités
- 6 Protection
- 7 Le CACES®
- 8 L'autorisation de conduite
- 9 La conduite de chariots élévateurs à conducteur accompagnant (R485)
- 10 Les dispositifs de sécurité
- 11 Champs d'application de la R485 et catégories
- 12 La plaque de charge
- 13 Responsabilités et devoir du conducteur
- 14 Les produits dangereux
- 15 QCM
- 16 QCM (Corrections)



INTRODUCTION

L'utilisation d'engin de manutention dans le cadre d'un établissement, revêt un **caractère usuel**.

Cette activité n'en demeure pas moins **dangereuse** : chaque année, de nombreux accidents sont provoqués suite à l'utilisation de ce matériel.

La prise en compte, et l'intégration des **règles de sécurité** par les opérateurs amenés à utiliser ce matériel est un critère indispensable pour garantir la préservation de la santé des collaborateurs et des éventuels clients.

LES ENJEUX DE LA PRÉVENTION



ARTICLE R 4323-55 DU CODE DU TRAVAIL

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée :
Aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate

Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.



ARTICLE R 4323-56 DU CODE DU TRAVAIL

La conduite de certains équipements présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet est subordonnée à l'obtention d'une :

Autorisation de conduite

L'autorisation de conduite est tenue à disposition de l'inspection du travail et des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.



ARTICLE L 4121-1 DU CODE DU TRAVAIL

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

- 1 Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail
- 2 Des actions d'information et de formation
- 3 La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

L'employeur
met en œuvre les
mesures de prévention
sur le fondement des
**principes généraux
de prévention**
suivants :



LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

1- ÉVITER LES RISQUES

Il s'agit de **supprimer les risques** ou de **les réduire** en privilégiant dans tous les domaines les procédés, produits, équipements... les moins dangereux.



LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

2 ÉVALUER LES RISQUES QUI NE PEUVENT PAS ÊTRE ÉVITÉS

Lorsque certains risques ne peuvent être supprimés, il convient de les **évaluer**.

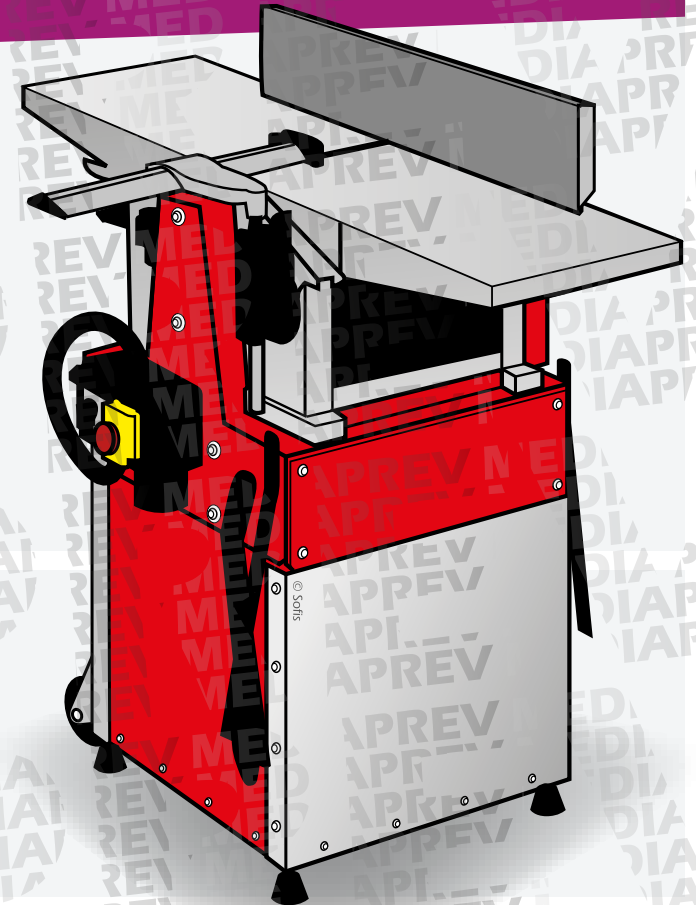


LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

3 - COMBATTRE LES RISQUES À LA SOURCE

Afin d'être le plus efficace possible, la sécurité doit faire **partie intégrante** de la conception des machines, des modes opératoires, des lieux de travail...

C'est le principe de la **sécurité intégrée**...



LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

4 - ADAPTER LE TRAVAIL À L'HOMME

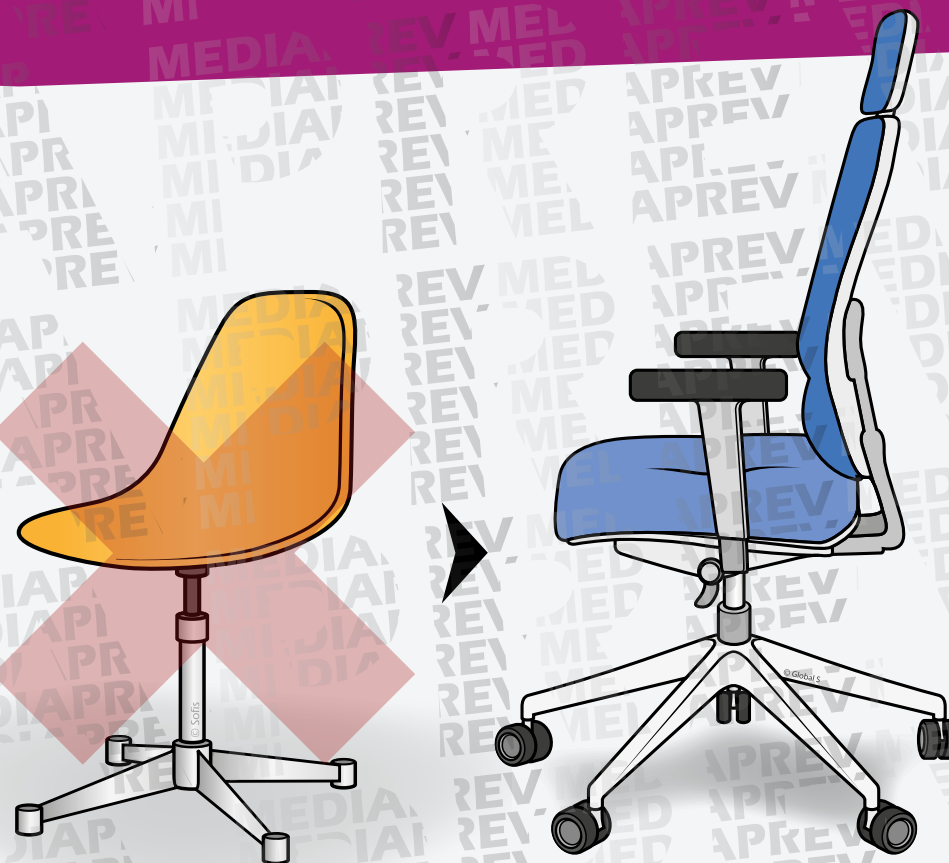
La conception des postes de travail, surtout en ce qui concerne le choix des équipements, des méthodes de travail et de production, doit **limiter le travail monotone cadencé** et ainsi réduire les effets néfastes sur la santé.



LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

5 - TENIR COMPTE DE L'ÉTAT D'ÉVOLUTION DE LA TECHNIQUE

L'évolution de la **technique** permet de résoudre de nombreux problèmes liés à la sécurité des employés.

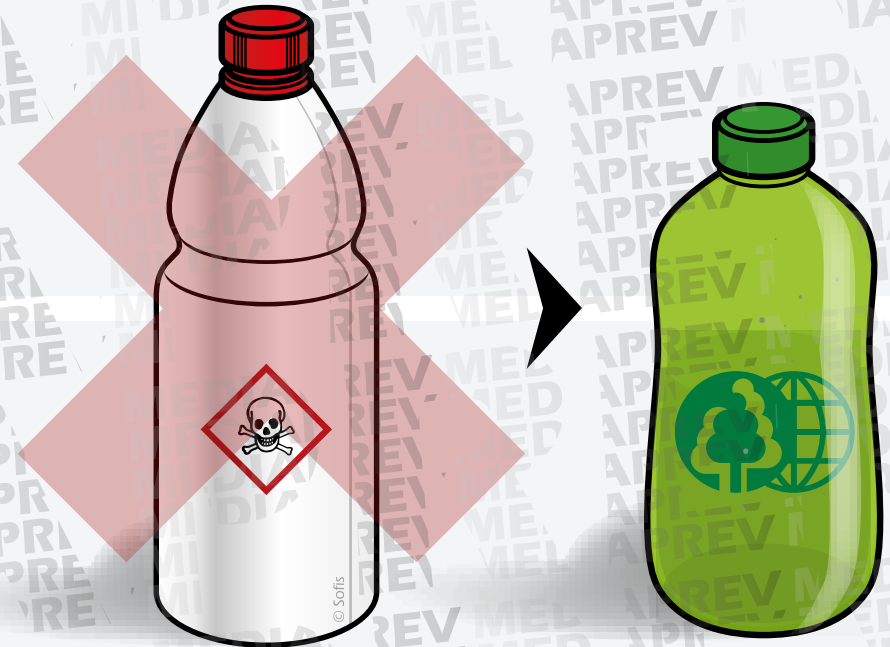


LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

6 - REMPLACER CE QUI EST DANGEREUX PAR CE QUI N'EST PAS DANGEREUX OU PAR CE QUI EST MOINS DANGEREUX

C'est notamment le cas des **produits dangereux**.

Il existe de nombreux produits ayant la **même efficacité** tout en garantissant une **meilleure sécurité**.



LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

7 - PLANIFIER LA PRÉVENTION...

... En y **intégrant**, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L1152-1 et L1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L1142-2-1.



LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

7 - PLANIFIER LA PRÉVENTION...

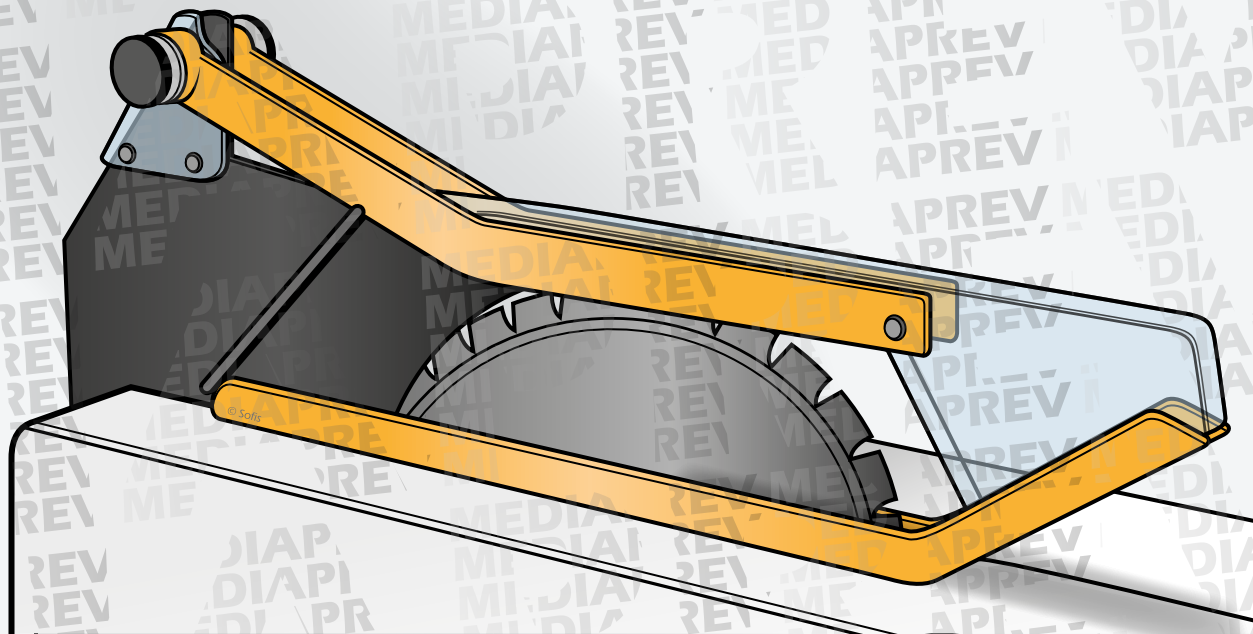
Il s'agit **d'organiser et planifier la prévention** en prenant également en compte l'intervention des établissements extérieurs.



LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

8 - PRENDRE DES MESURES DE PROTECTION COLLECTIVE

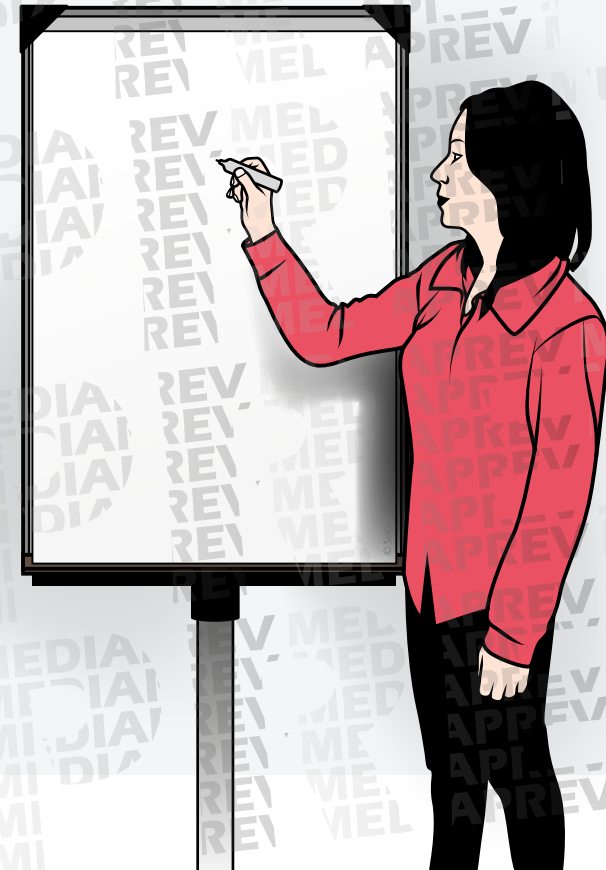
Il s'agit de privilégier la mise en place de la **protection collective** face à la protection individuelle.



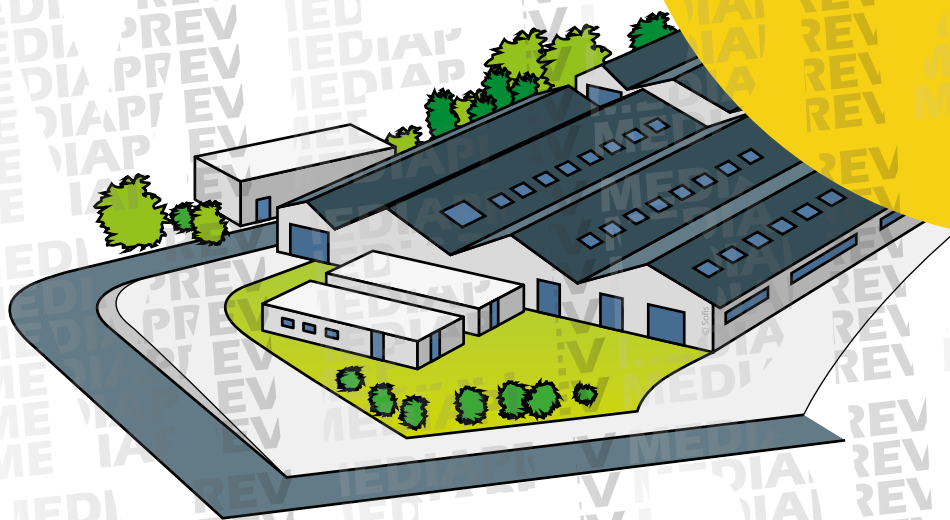
LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

9 - DONNER DES INSTRUCTIONS APPROPRIÉES AUX TRAVAILLEURS

L'employeur est tenu **d'informer** tous les salariés des risques qu'ils encourent et des mesures prises pour y remédier.



Un accident
peut avoir des
conséquences majeures
pour l'établissement
et la victime :



QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DES ATTEINTES LIÉES À L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

Douleur

Usure
mentale

Handicap

Rééducation,
réadaptation

Arrêt de
travail

Changement
de poste



Conséquences
humaines

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DES ATTEINTES LIÉES À L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

Dégradation
du climat
social

Précarité

Perte
d'emplois



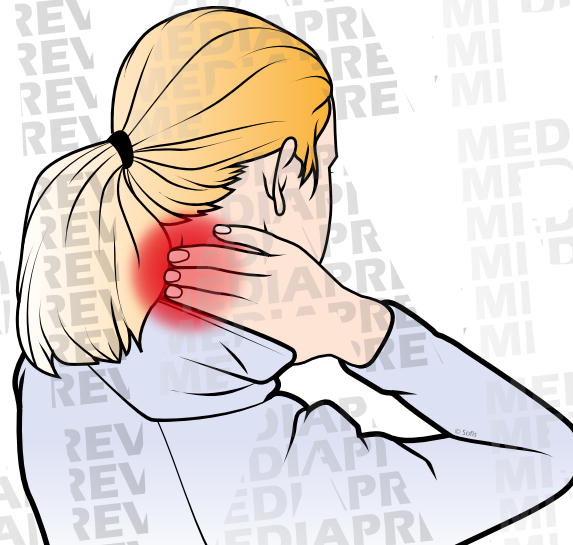
Conséquences
sociales

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DES ATTEINTES LIÉES À L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

Coûts générés
par l'accident
ou la maladie

Absentéisme,
turn-over

Perte
de savoir
faire



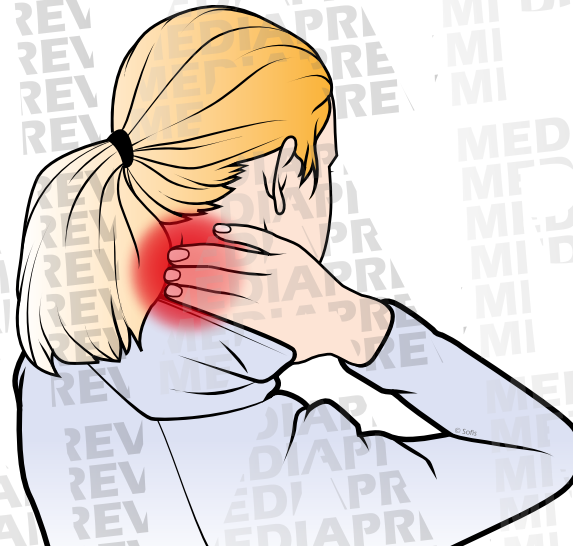
Conséquences
financières

Perte de
production,
insatisfaction
des clients ou
usagers

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DES ATTEINTES LIÉES À L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

Amendes

Peines
de prison



Conséquences
juridiques

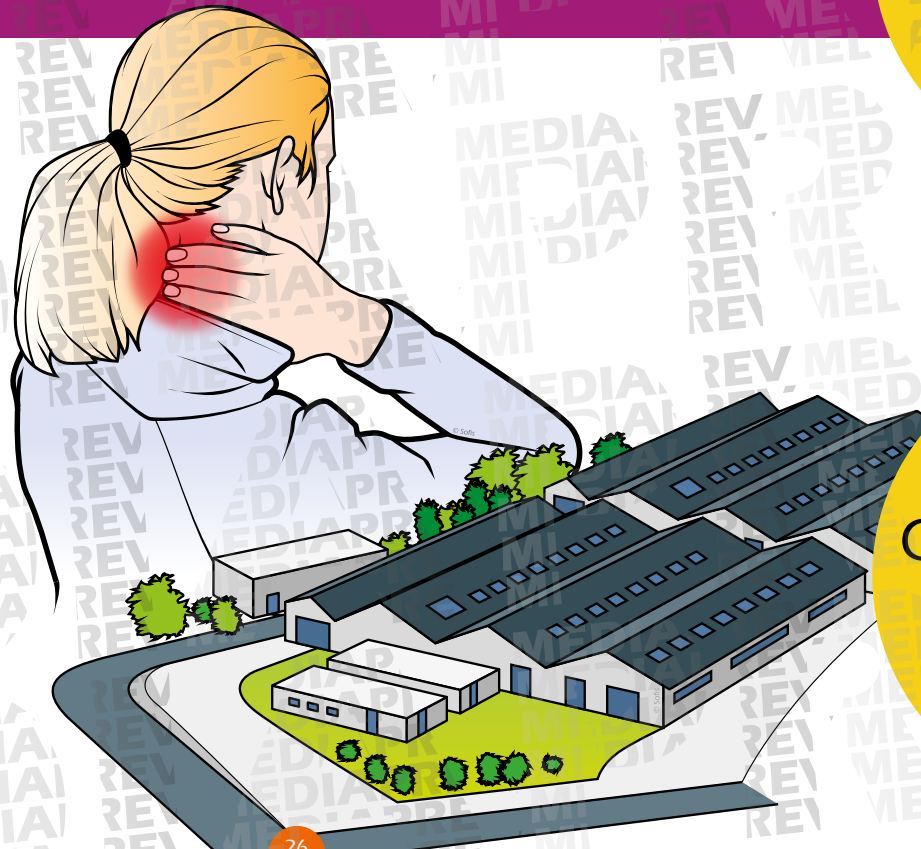
QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DES ATTEINTES LIÉES À L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

Conséquences
humaines

Conséquences pour
l'accidenté et l'établissement

Conséquences
financières

Conséquences
sociales



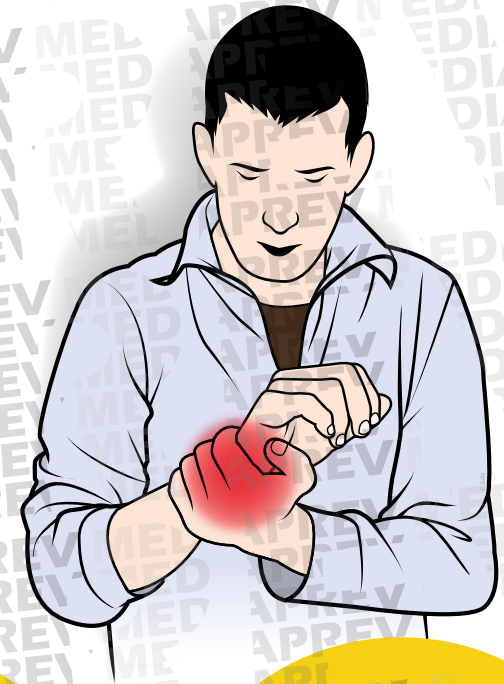
Conséquences
juridiques

LES PRINCIPAUX FACTEURS D'ACCIDENTS

LES PRINCIPAUX RISQUES LIÉS À L'UTILISATION D'UN CHARIOT À CONDUCTEUR ACCOMPAGNANT

- ▶ Renversement de la charge ou du chariot
- ▶ Manutention
- ▶ Chute de hauteur
- ▶ Chute de plain-pied
- ▶ Risques électriques
- ▶ Écrasement, heurt
- ▶ Risques d'incendie, d'explosion

TROUBLES MUSCULOSQUELETTIQUES (TMS)



Chute

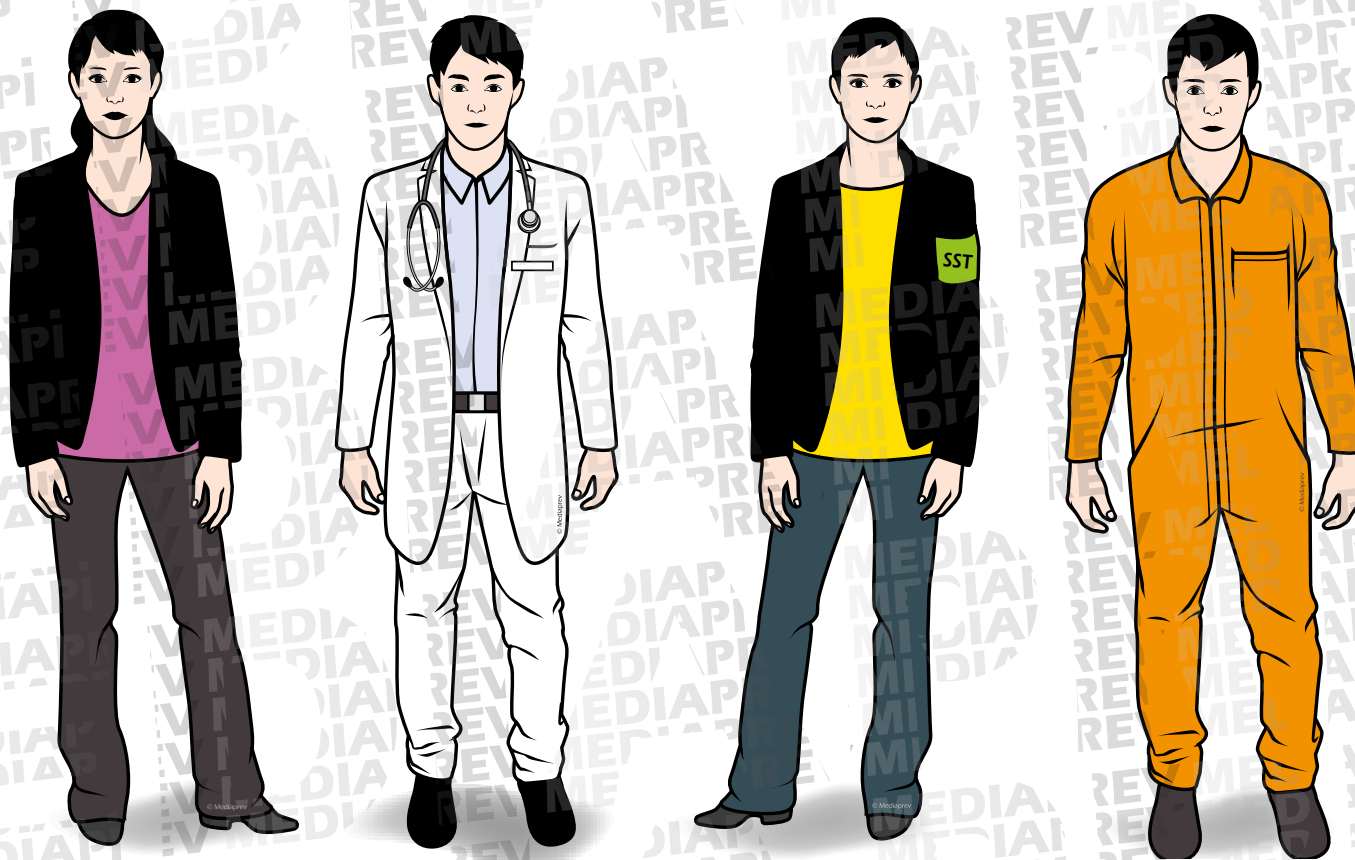
Lombalgies

Contractures

Déchirures...

LES DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA PRÉVENTION

LES ACTEURS INTERNE ET EXTERNES



QUELS SONT LES DIFFÉRENTS ACTEURS DE PRÉVENTION INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT ?



QUELS SONT LES DIFFÉRENTS ACTEURS DE PRÉVENTION EXTERNES À L'ÉTABLISSEMENT ?



Il est également important de noter que si certains acteurs possèdent un rôle de contrôle relativement fort (inspecteur du travail, CARSAT...), ils participent avant tout au **conseil de l'employeur** pour la mise en place des bonnes pratiques en matière de santé et sécurité au travail.



CONTRÔLE

Inspecteur du travail

Organisme de contrôle
ou de vérification

CRAMIF ou CARSAT

Mise en œuvre des mesures de prévention

Employeur

Définir la politique et les moyens
de prévention

Encadrement

Mettre en œuvre la politique de
prévention

Veiller l'application des règles
d'hygiène et de sécurité

Travailleurs

Appliquer les consignes de
sécurité

Faire remonter l'information
sur les risques

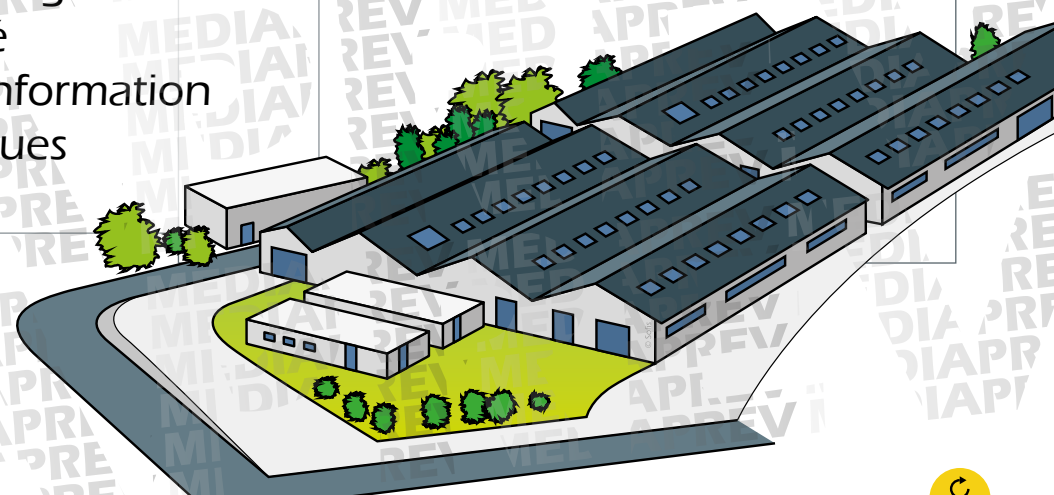
CONSEIL

CSE

Médecine du travail

Intervenant en
prévention des risques
professionnels (IPRP)....

Service de prévention



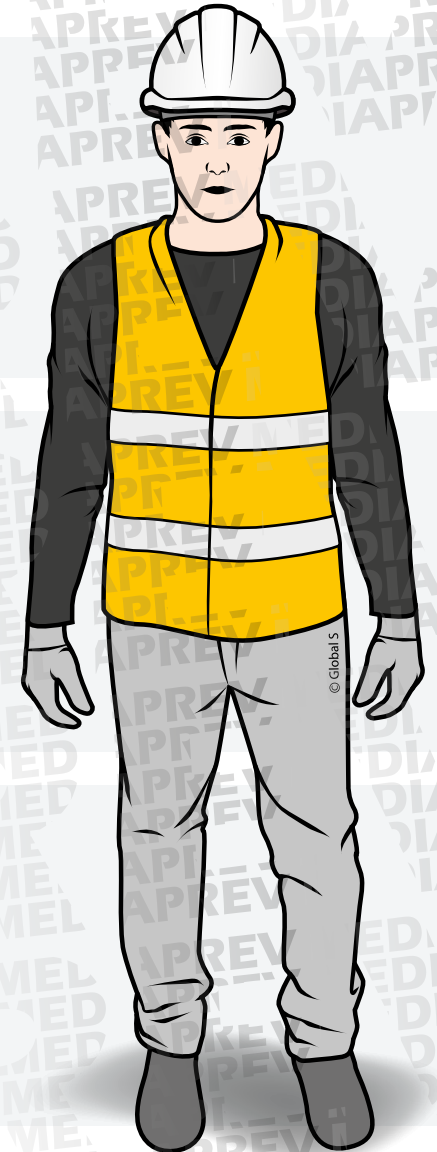
OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS

DROITS ET OBLIGATIONS DU CONDUCTEUR

Danger grave et imminent = droit de retrait

Dans le cadre de leurs activités professionnelles, il est donné le droit à chaque salarié, de se soustraire d'une situation de travail qu'il juge représenter un danger grave et imminent pour sa vie.

Il doit en outre, dès lors qu'il constate cette situation en informer immédiatement l'employeur.



AU SEIN D'UNE ENTREPRISE, AUPRÈS DE QUI PEUT-ON RECHERCHER UNE RESPONSABILITÉ ?

Au sein de l'établissement, toute personne, à tout niveau, expose ses **responsabilités** au regard de ses compétences et de sa fonction.

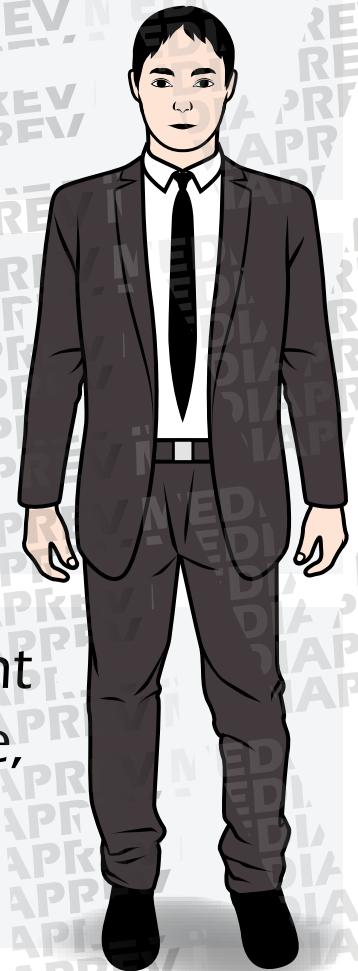


QUELLES SONT LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR ?

L'employeur doit assurer la santé et la sécurité de son personnel en organisant la prévention dans toutes les fonctions et niveaux de son établissement.

Il a, à ce titre, une obligation de résultat.

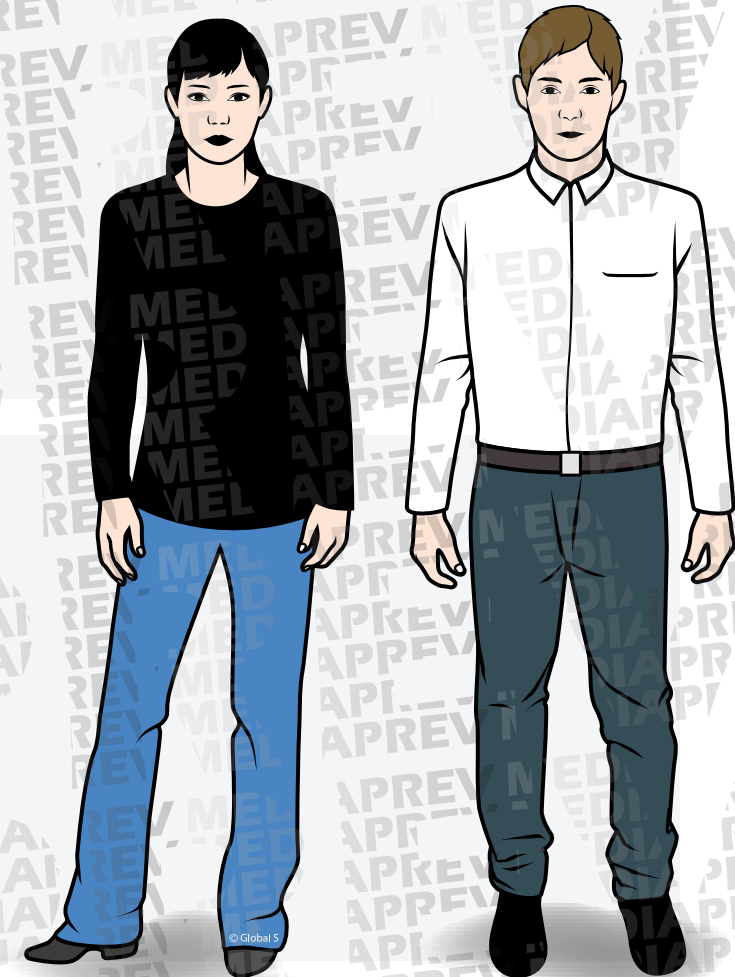
Néanmoins, sa responsabilité ne serait plus systématiquement engagée si des mesures de prévention étaient mises en place, risque réalisé ou non : on parle d'« obligation de moyens renforcée ».



QUELLES SONT LES OBLIGATIONS DE L'ENCADREMENT

L'encadrement joue un rôle important en santé et sécurité au travail.

Il doit veiller notamment à l'application des règles et consignes en la matière.



QUELLES SONT LES OBLIGATIONS DES SALARIÉS ?

Le salarié n'est pas exonéré de responsabilité, il doit en outre prendre soin de sa propre sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées par ses actes, ses omissions ou son travail.

Chaque salarié remplira cette obligation en fonction de sa formation et selon ses responsabilités, en agissant conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur et selon le règlement intérieur.

(Art. L. 4122-1 du Code du travail)

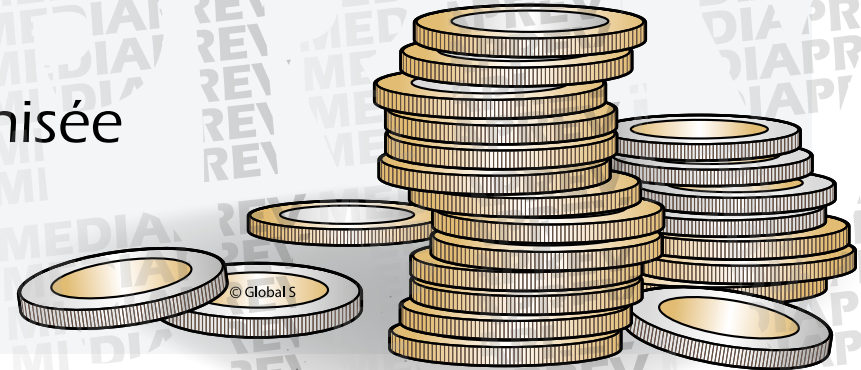


À CE TITRE, CHACUN PEUT ENGAGER SA RESPONSABILITÉ CIVILE OU PÉNALE

Qu'est-ce que la **responsabilité civile** ?

On entend par responsabilité civile l'obligation qu'a une personne de réparer financièrement le préjudice qu'elle a causé à autrui par ses actes ou omissions.

La victime d'un dommage peut être indemnisée par le responsable de ce dommage.



À CE TITRE, CHACUN PEUT ENGAGER SA RESPONSABILITÉ CIVILE OU PÉNALE

Qu'est-ce que la **responsabilité pénale** ?

On entend par responsabilité pénale l'obligation qu'a une personne de répondre devant une juridiction pénale des infractions qu'elle a commises.



Par exemple, lorsqu'un employeur ou son délégataire viole une règle d'hygiène et de sécurité prévue par le Code du travail (et dont la violation entraîne une répression), il commet une faute personnelle qui engage sa responsabilité pénale.

PROTECTION

LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)

La conduite de chariot automoteur à conducteur porté expose l'opérateur à certains risques.

Au-delà des règles dévolues à l'utilisation de ces chariots, l'opérateur doit porter en toute circonstance les Équipements de Protection Individuelle (adaptés aux risques identifiés) permettant d'éviter ou de réduire les conséquences d'un accident.

LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)

On peut notamment **citer** :

Des **lunettes**
de protection

En présence de risques
de projection (par exemple
lors de la connexion ou
déconnexion des batteries).



LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)

On peut notamment **citer** :

Un **gilet** ou une **chasuble** haute visibilité

Afin de prévenir les risques de heurt.



LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)

On peut notamment **citer** :

Des **gants**
de protection

Afin de prévenir notamment
les risques de coupure ou
d'écrasement.



LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)

On peut notamment **citer** :

Des **chaussures de sécurité** avec coques de protection

Afin de prévenir les risques d'écrasement





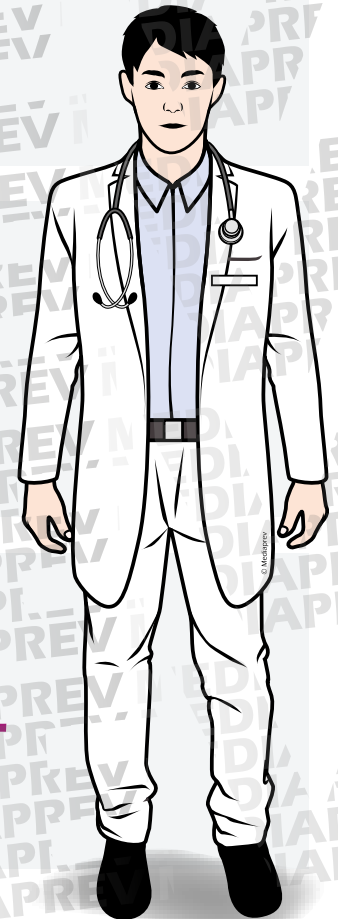
LE CACES®

VÉRIFICATION PRÉALABLE DE L'APTITUDE MÉDICALE À LA CONDUITE EN SÉCURITÉ DES CHARIOTS

Elle consiste en une visite médicale adaptée aux équipements utilisés passée auprès d'un médecin du travail comprenant notamment des tests visuels et auditifs.

Des examens complémentaires, tests psychotechniques par exemple, peuvent être prescrits si le médecin l'estime nécessaire.

Cette aptitude médicale doit être **vérifiée avant la formation.**



TEST POUR L'OBTENTION DU CACES®

Un test d'évaluation, tant théorique que pratique, est réalisé à partir d'un référentiel de connaissances.



Des diplômes, titres ou certificats peuvent dispenser leur titulaire de la détention d'un ou plusieurs CACES®, sous réserve qu'ils soient complétés par une attestation de formation mentionnant l'établissement, le diplôme préparé ainsi que les résultats obtenus aux épreuves théoriques et pratiques relatives à la conduite en sécurité.

ACTUALISATION DU CACES®

Le CACES® est valable 5 ans

(Pour la recommandation R482, la validité est de 10 ans).

Le conducteur doit réactualiser ses connaissances et repasser le test d'évaluation au moins tous les cinq ans.

Si le conducteur est impliqué dans un accident avec arrêt, il est conseillé en fonction des circonstances de l'accident de réactualiser ses connaissances et de lui faire repasser le test d'évaluation complet.

DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT D'APTITUDE À LA CONDUITE EN SÉCURITÉ DES CHARIOTS

En cas de réussite du conducteur au test d'aptitude l'organisme testeur lui délivrera un certificat à la conduite en sécurité des chariots pour la ou les catégorie(s) pour laquelle ou lesquelles il a subi le test avec succès.

Le candidat qui a échoué au test recevra un complément de formation destinée à combler les lacunes identifiées lors du test à la suite de quoi il repassera le test.

DISPENSES DE CACES®

La détention
du CACES® R.485 de
catégorie 2 permet
d'autoriser la conduite
des gerbeurs à conducteur
accompagnant de **c**
atégorie 1.

L'AUTORISATION DE CONDUITE

LES AUTORISATIONS

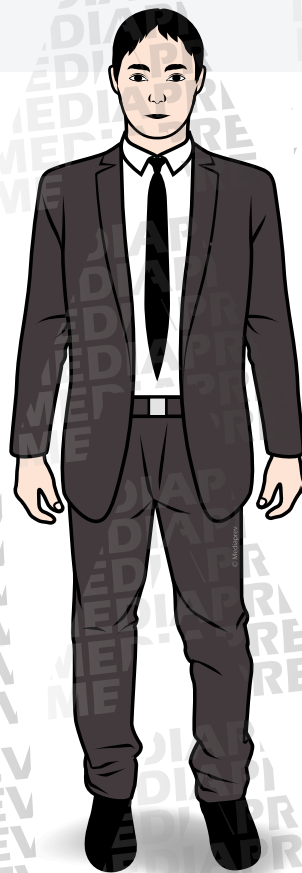
La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs ayant reçu une **formation adéquate**.

L'utilisation de ces équipements est en outre subordonnée à l'obtention d'une **autorisation de conduite** délivrée par l'employeur.



ARTICLE 3 - ARRÊTÉ DU 2 DÉCEMBRE 1998

L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur, par le chef d'établissement, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier.





ARTICLE 3 - ARRÊTÉ DU 2 DÉCEMBRE 1998

Cette évaluation, destinée à établir que le travailleur dispose de l'aptitude et de la capacité à conduire l'équipement pour lequel l'autorisation est envisagée, prend en compte les trois éléments suivants :

A

Un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail ;

B

Un contrôle des connaissances et savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail ;

C

Une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

Conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et d'équipements de travail servant au levage



Titulaire du permis de conduire en lien avec l'équipement le cas échéant (R372, R390...)

Aptitude médicale

Formation théorique et pratique à la conduite en sécurité

Contrôle des connaissances et savoir-faire

Test CACES®

Non

Avis favorable

Oui

Avis favorable

Non

Oui

Délivrance du CACES®

Connaissance des lieux et des instructions à respecter sur les sites d'utilisation

Délivrance de l'autorisation de conduite

Remise à niveau régulière
ou réactualisation du CACES®



AUTORISATION DE CONDUITE

Le titulaire d'une autorisation de conduite doit **toujours** l'avoir en sa possession lorsqu'il conduit l'équipement faisant l'objet de cette autorisation.



AUTORISATION DE CONDUITE

Le **chef d'entreprise**
peut à tout moment
retirer l'autorisation
de conduite.



AUTORISATION DE CONDUITE

La **durée de validité**
de l'autorisation de
conduite est indiquée
sur le document.

LA CONDUITE DE CHARIOTS ÉLEVATEURS À CONDUCTEUR ACCOMPAGNANT (R485)

LA PRISE DE POSTE

Quelles **étapes** le conducteur doit-il réaliser à sa prise de poste ?

Se munir des protections individuelles nécessaires au travail à effectuer (gants, chaussures, protections auditives...).

Récupérer la clé de contact ou autres systèmes permettant la mise en marche du chariot.

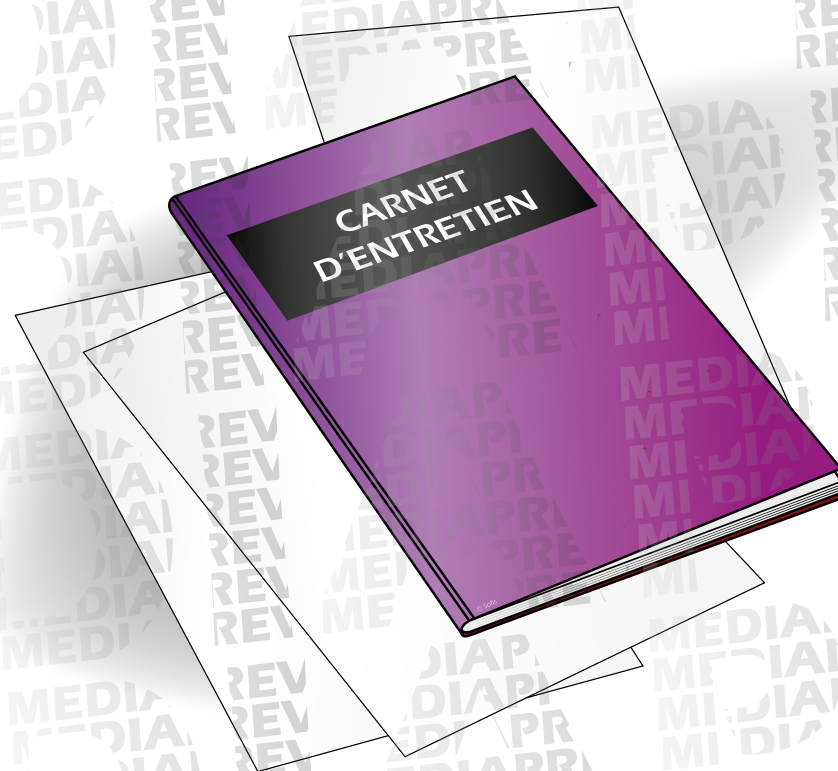
Prendre connaissance du site de travail et des instructions à respecter à chaque prise de poste ou à chaque nouvelle tâche (état des sols, pont de liaison, stabilité des stockages, etc.).



LA PRISE DE POSTE

D

Documentation : Vérification Générale Périodique (validité de 6 mois), carnet d'entretien, certificat CE...



LA PRISE DE POSTE

D

Documentation : Vérification Générale Périodique (validité de 6 mois), carnet d'entretien, certificat CE...

A

Ajustement de l'environnement avec le chariot (état du sol, câble aérien...)

V

Vérification visuelle

E

Essai de toute les commandes du chariot

LES VÉRIFICATIONS JOURNALIÈRES

Quelles sont les **opérations à réaliser quotidiennement** par le conducteur ?

La vérification du bon état des pneumatiques et de la pression de gonflage de ces derniers



La vérification de l'absence de tache d'huile sous le chariot

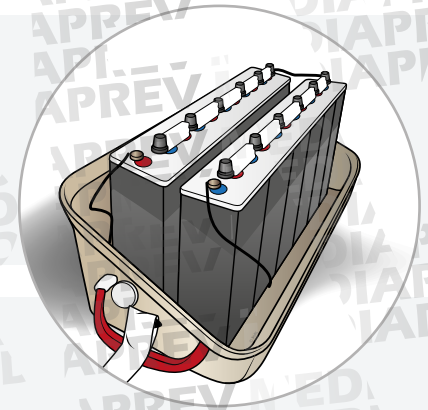


La vérification du niveau d'huile du circuit de freinage

LES VÉRIFICATIONS JOURNALIÈRES

Quelles sont les **opérations à réaliser quotidiennement** par le conducteur ?

La vérification du niveau de l'électrolyte, de la charge de la batterie et de la propreté de ses bornes



La vérification du bon état du châssis, des éléments d'articulation, de la goupille et du système de tractage pour le tracteur

La vérification du bon état des fourches



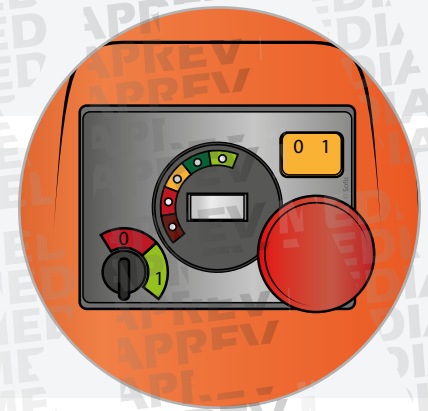
LES VÉRIFICATIONS JOURNALIÈRES

Quelles sont les **opérations à réaliser quotidiennement** par le conducteur ?

La vérification du bon fonctionnement du retour automatique du timon, des commandes d'arrêt d'urgence et de la signalisation sonore

La vérification du bon fonctionnement des manipulateurs et des équipements du tableau de bord

La vérification du bon fonctionnement de la touche d'inversion de marche de sécurité située sur la tête du timon



LA FIN DE POSTE

Arrêter le moteur et enlever la clé de contact ou le dispositif équivalent.

Vérifier les différents niveaux et identifier les manques éventuels.

Effectuer les opérations d'entretien journalier (nettoyage des parties vitrées, des rétroviseurs, du poste de conduite, des organes de roulement...).

Rendre compte (sur tout support à disposition) des anomalies et dysfonctionnements.



NOTE

Le **levage de personnes** est interdit conformément à l'article R.4323-46 du Code du travail. Il n'est permis qu'avec un équipement de travail et les accessoires prévus à cette fin (article R.4323-30 du Code du travail).

L'élévation et le levage de personnes à l'aide d'un chariot qui n'est ni conçu ni aménagé à cet effet sont interdits (articles R.4323-31 et R.4323-54 du Code du travail).



LES DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ

QUELS SONT LES DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ DISPONIBLES SUR LES ENGINS ?

▶ Commandes d'arrêt d'urgence et de secours

▶ Limiteur de pression

▶ Position basse et haute du timon

▶ Galets stabilisateurs

▶ Avertisseur sonore

▶ Pont de liaison (chargement, déchargement)

CHAMPS D'APPLICATION DE LA R485 ET CATÉGORIES

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

Les équipements visés par cette recommandation sont les chariots automoteurs gerbeurs à conducteur accompagnant, au sens du couple de normes européennes harmonisées EN ISO 3691-1 : 2015 + EN 16307-1+A1 : 2015 :

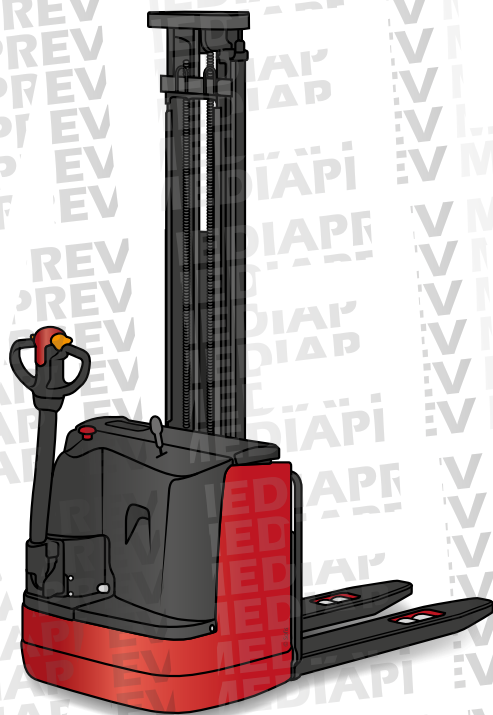
Véhicule ayant au moins trois roues, muni d'un mécanisme d'entraînement motorisé, à l'exception de ceux qui roulent sur rail, conçu pour transporter, lever, gerber ou stocker en casiers toutes sortes de charges et conduit par un opérateur circulant à pied avec le chariot.

Les CACES® R485 concernent uniquement les chariots gerbeurs à conducteur accompagnant, à mat fixe muni de bras de fourche, dont les mécanismes de translation et de levage sont motorisés.

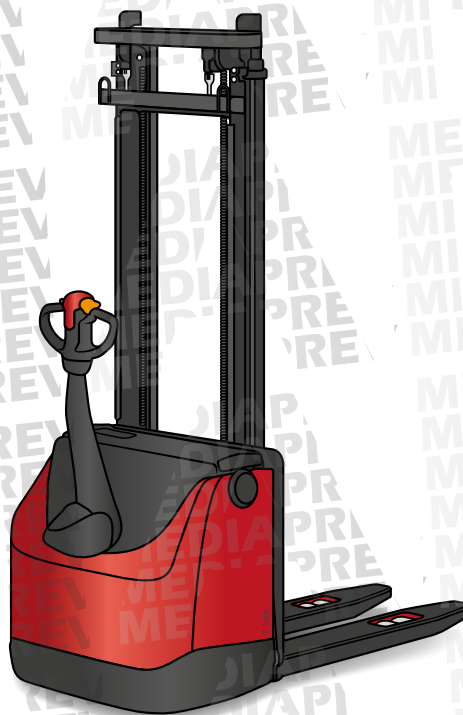
ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

EXEMPLES

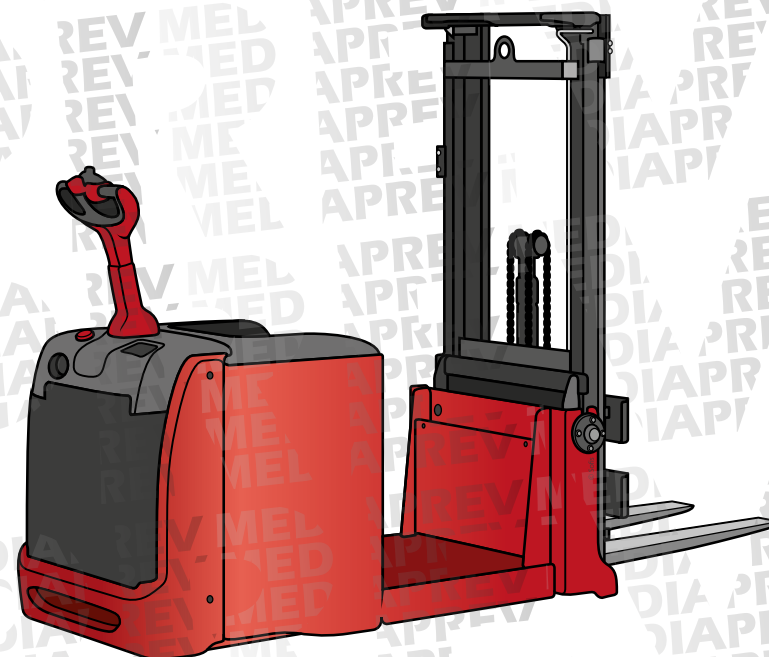
Mât central



Mât télescopique
double (ou triple)



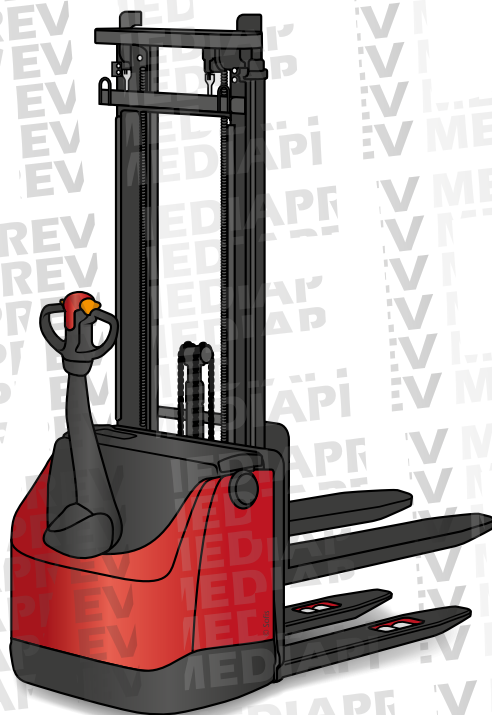
Gerbeur
à contrepoids



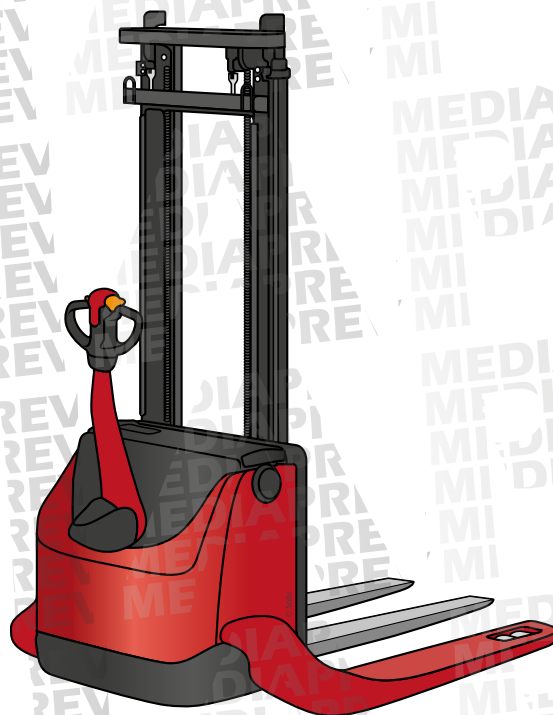
ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

EXEMPLES

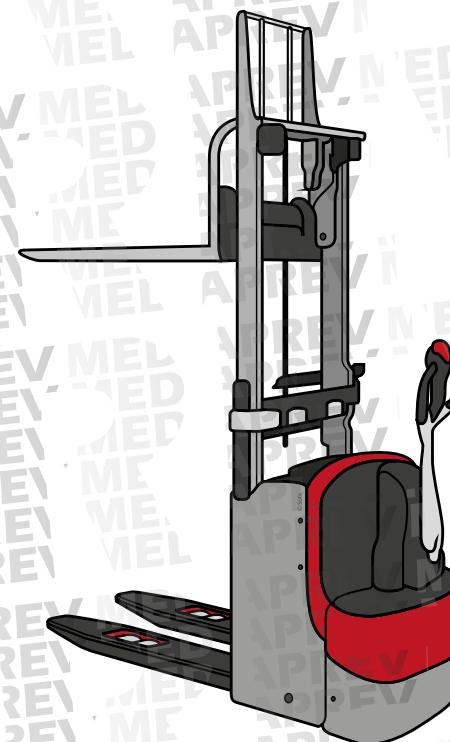
Bras de fourche
recouvrants



Longerons
encadrants



Double fourches



ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

CACES R485®

Catégorie 1

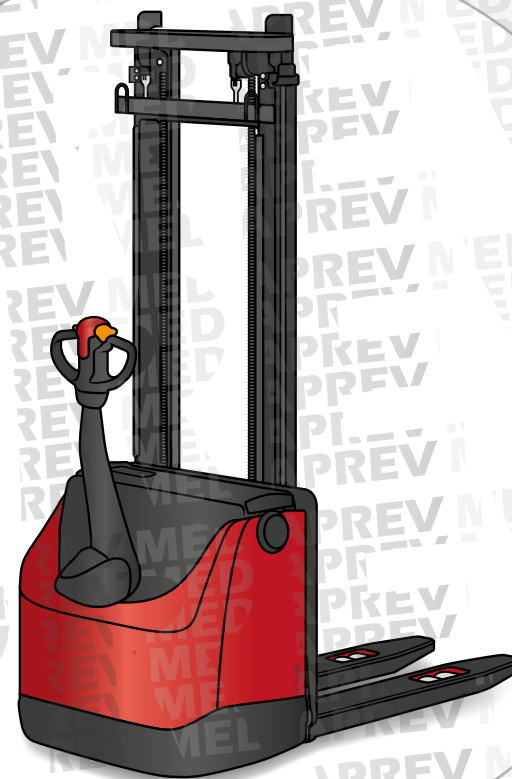
$1,20\text{m} < \text{hauteur de levée} \leq 2,50\text{ m}$

Catégorie 2

Hauteur de levée $> 2,50\text{ m}$

DESCRIPTION D'UN GERBEUR

Organes principaux



DESCRIPTION D'UN GERBEUR

Organes principaux

Commandes et tableaux de bord

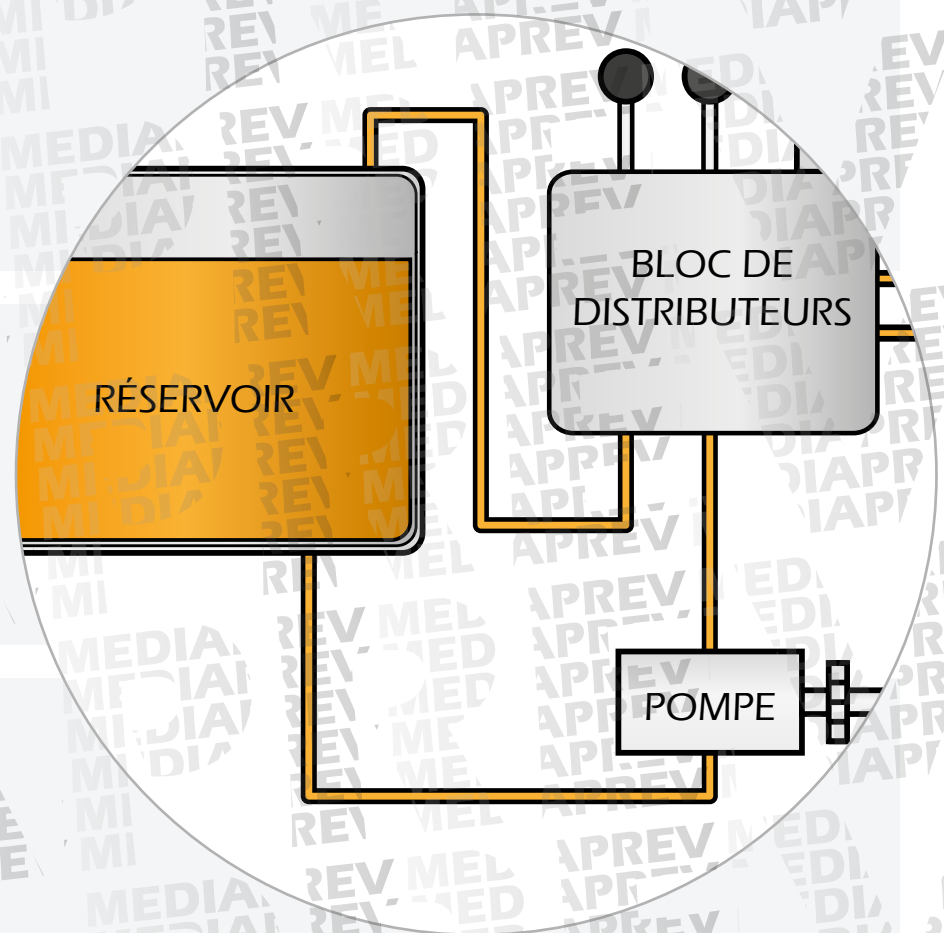


DESCRIPTION D'UN GERBEUR

Organes principaux

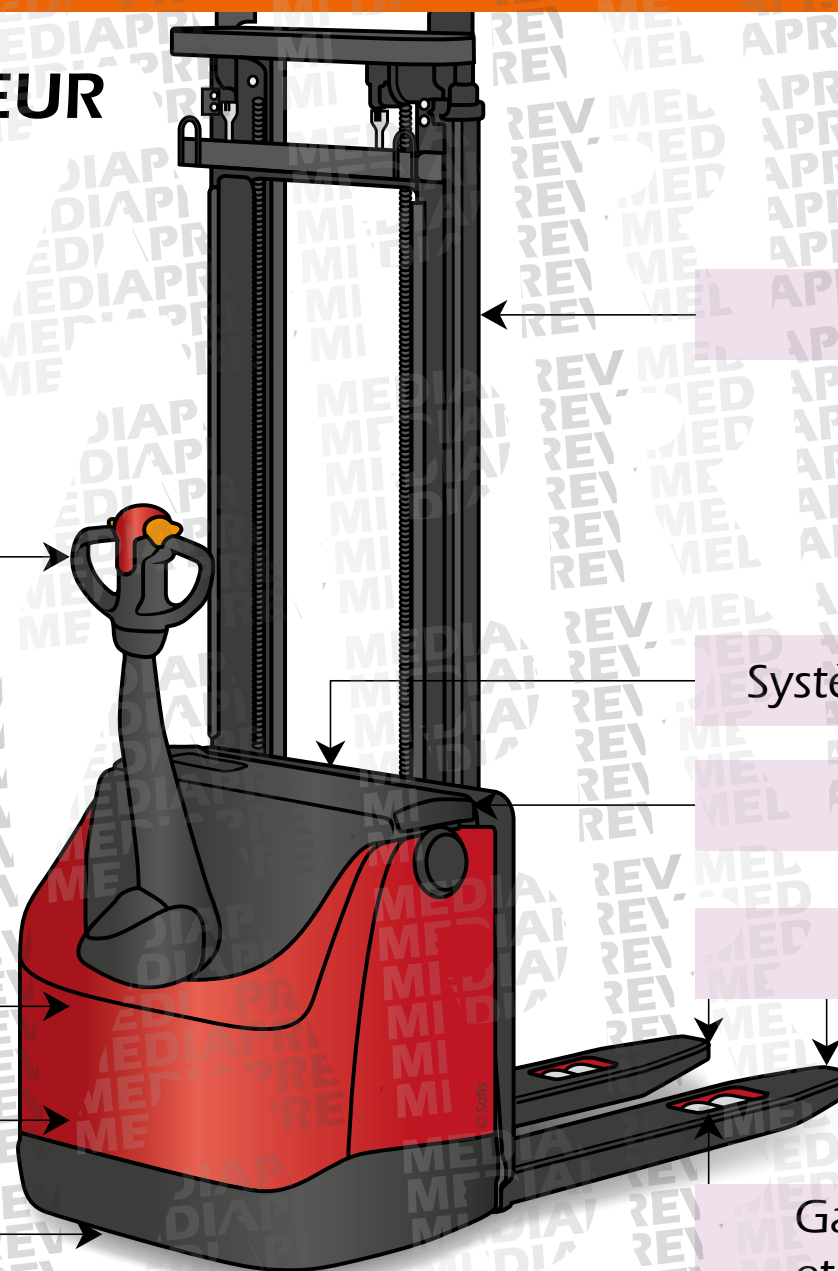
Commandes et tableaux de bord

Circuit hydraulique



DESCRIPTION D'UN GERBEUR

ORGANES PRINCIPAUX



Mât

Timon

Système d'élévation

Batterie

Fourches

Moteur, frein
et roue motrice

Groupe hydraulique

Roues folles

Galets porteurs
et stabilisateurs

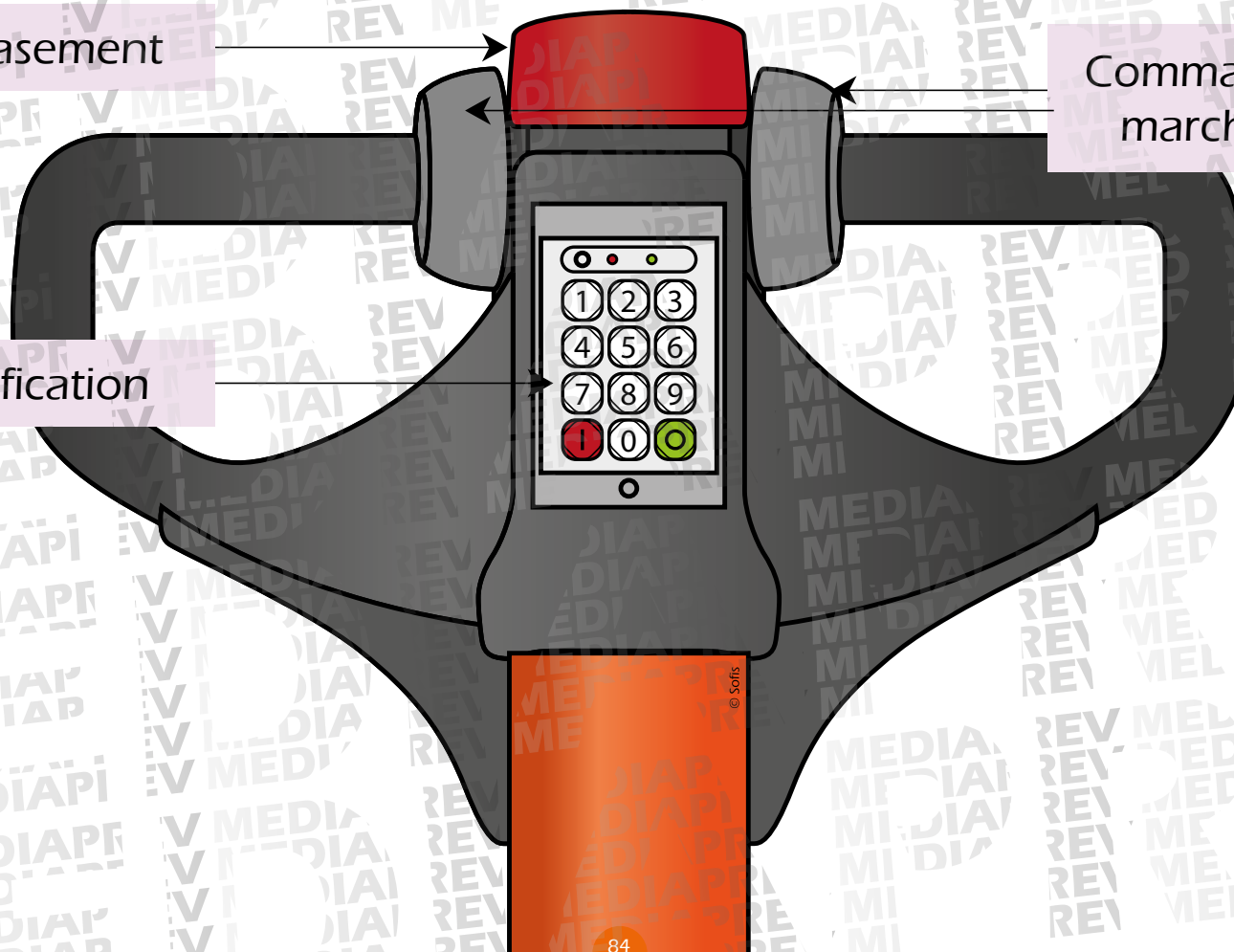
DESCRIPTION D'UN GERBEUR

COMMANDES ET TABLEAUX DE BORD (TRANSPALETTES)

Bouton antiécrasement

Commandes de sens de marche et de vitesse

Clavier d'identification



COMMANDES ET TABLEAUX DE BORD (GERBEURS)



Commandes de descente des fourches

Bouton
vitesse lente

Commandes de levée des fourches

Commandes de sens de marche et de vitesse

Avertisseur sonore

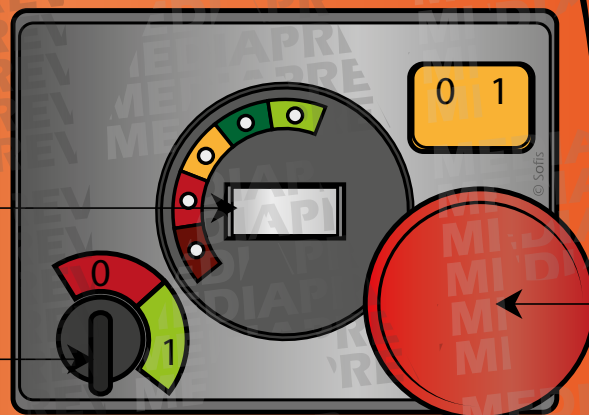
Bouton antiécrasement

DESCRIPTION D'UN GERBEUR

COMMANDES ET TABLEAUX DE BORD (TRACTEURS)

Niveau de charge
de batterie

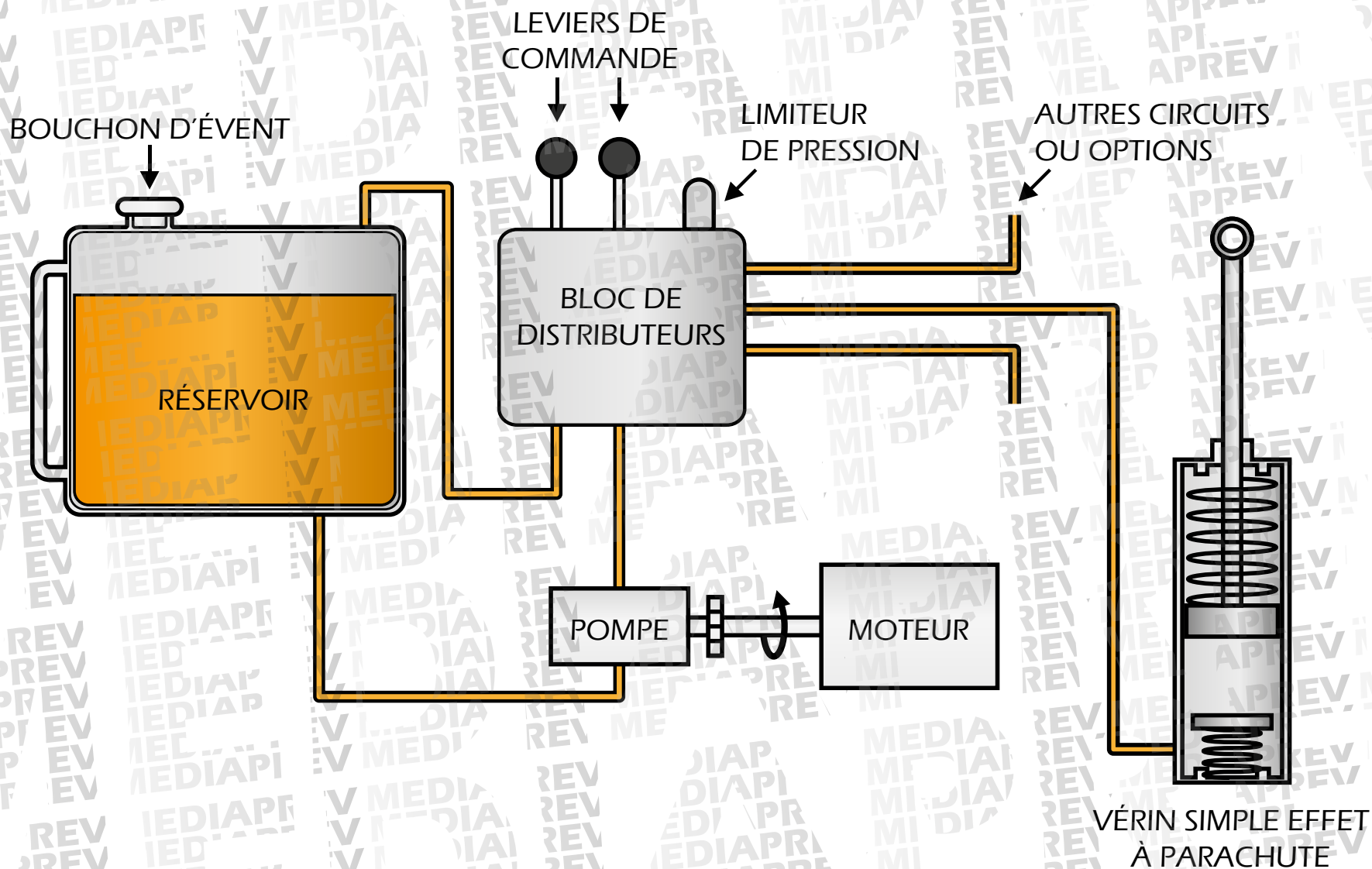
Clé de contact



Bouton
d'arrêt d'urgence

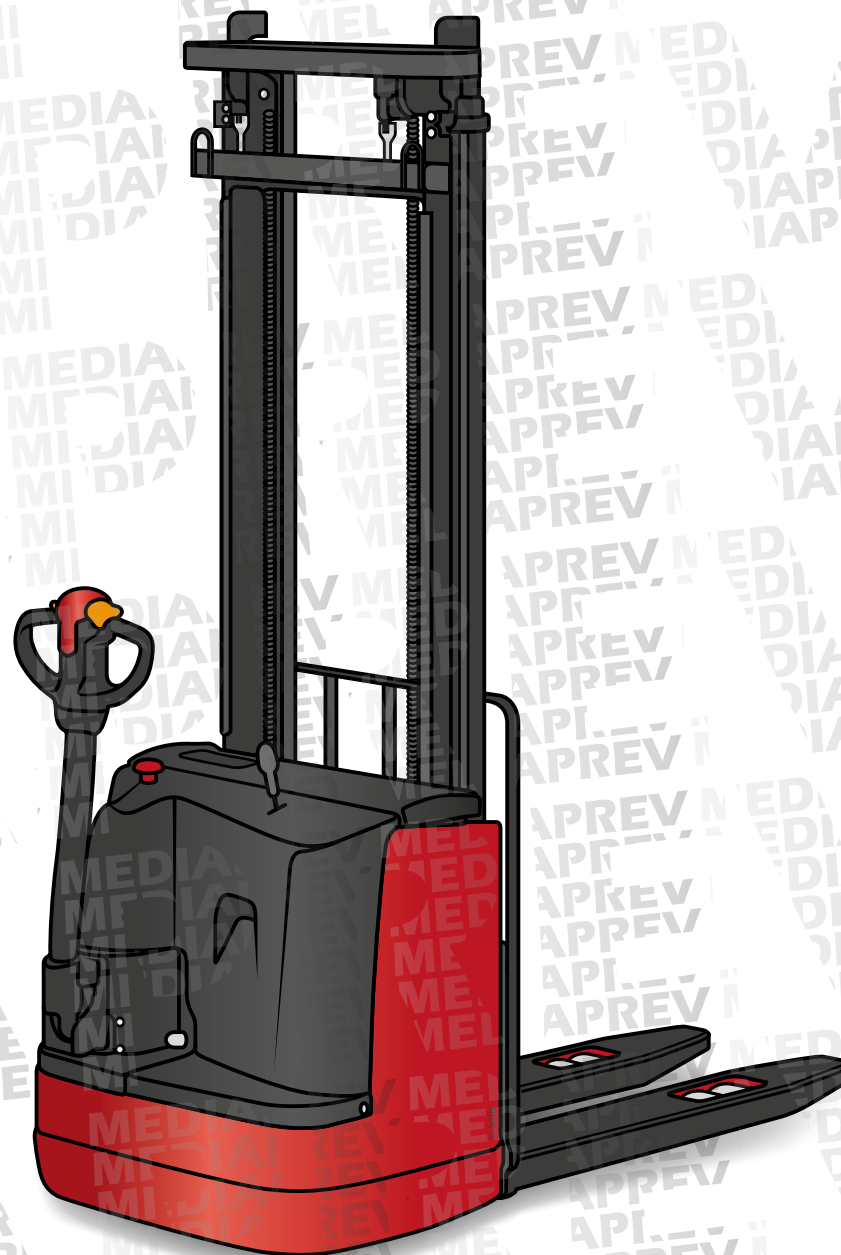
DESCRIPTION D'UN GERBEUR

CIRCUIT HYDRAULIQUE



GERBEURS

Ils ont la
même utilité que les
transpalettes mais sont
aussi utilisés pour
l'élévation de charges
en hauteur (5 m).



LA PLAQUE DE CHARGE

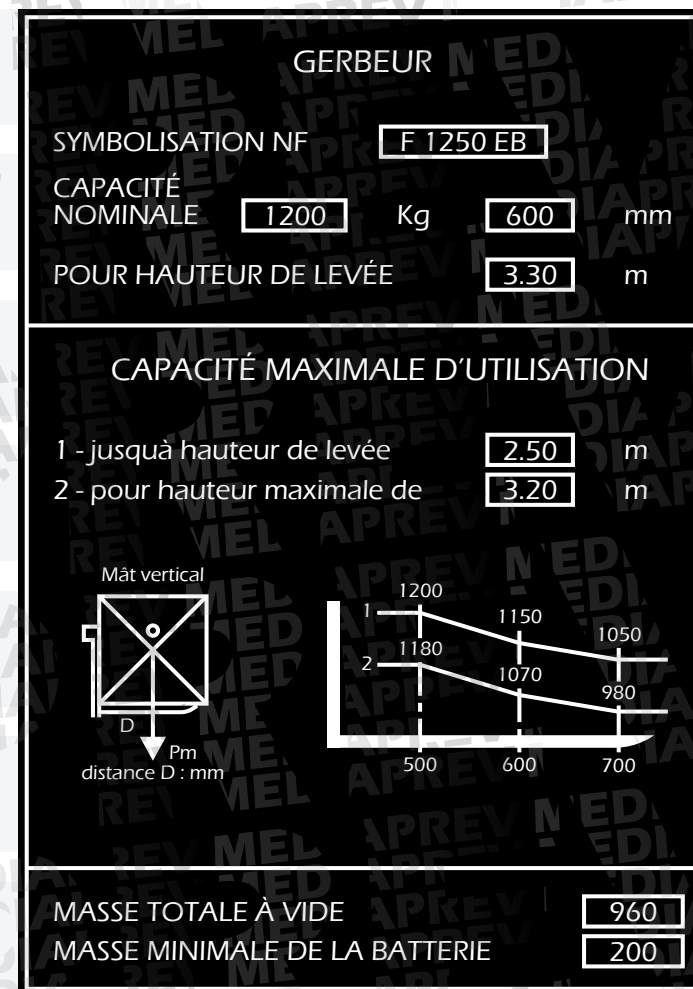
CAPACITÉ DE CHARGE

La **capacité de charge** d'un gerbeur détermine le poids que cet engin peut transporter en toute sécurité lorsque la surface du sol est dure et égale.

La **plaque de charge** (fiche signalétique) est un élément essentiel pour le gerbage en sécurité d'une charge.

On y retrouve des **informations** telles que :

- ▶ La symbolisation NF
- ▶ La capacité nominale en kg
- ▶ La hauteur de levée lorsqu'un mât est présent
- ▶ La distance du centre de gravité de la charge
- ▶ La capacité maximale d'utilisation
- ▶ La masse totale à vide
- ▶ La masse minimale de la batterie



RESPONSABILITÉS ET DEVOIR DU CONDUCTEUR

Le conducteur **doit notamment**, dans l'exercice de son activité :

Se conformer aux instructions données par l'employeur.

Porter les EPI qui lui ont été remis.

Ne pas mettre en danger autrui par ses actes ou omissions.

Il est rappelé
que la prise de
substances (alcool,
stupéfiant, médicament)
peut **altérer les
capacités** des
conducteurs.



Chacun peut
engager sa responsabilité
civile ou pénale.

LES PRODUITS DANGEREUX

IDENTIFICATION DES PRODUITS DANGEREUX


GHS01

Matières explosibles
(EX)

GHS02

Matières
inflammable (IN)

GHS03

Matières
comburantes (CB)

GHS04

Gaz sous pression
(GZ)

GHS05

Matières corrosives
(CR)

GHS06

Toxicité aiguë
catégories 1, 2, 3
(TO)

GHS07

Toxicité aiguë
catégories 4
(corrosion, irritations ou
sensibilisation oculaire/
lésions oculaires) (DA)

GHS08

Risque mutagène,
respiratoire,
cancérigène ou pour
la reproduction (MU)

GHS09

Danger pour
le milieu aquatique
(EN)



QCM

15
OCM

CONSIGNES

Série de
10 questions
à choix
multiples

1 seule
réponse
possible

1

Qui peut vous donner une autorisation de conduite ?

A

L'employeur

B

Le formateur

C

Le testeur

2

Quel document devez-vous avoir en votre possession lorsque vous conduisez un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

A

Le CACES®

B

L'aptitude médicale

C

L'autorisation de conduite

D

L'attestation de formation

3

Peut-on transporter des personnes sur les fourches ?

A

Oui, si vous circulez lentement.

B

Oui, sur une palette.

C

Non

4

Lors de la prise de poste, que devez-vous vérifier ?

A

La présence de la pastille

B

Les documents (vérification générale périodique, certificat CE)

C

L'assurance

D

Le contrôle technique

5

Quelle hauteur maximale un gerbeur de catégorie 1 peut-il atteindre ?

A 1,50 mètre

B 2,50 mètres

C 3,50 mètres

D 4,50 mètres

6

Que devez-vous vérifier, entre autres éléments, avant chaque utilisation d'un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

A

Les documentations

B

Le bouton anti-écrasement

C

Les galets

D

Tous les éléments précédents

7

Quand doit-on faire la charge en eau déminéralisée de la batterie ?

A

Avant la mise en charge de l'engin

B

Tous les jours

C

Après la charge complète de l'engin

D

Ceci n'est pas de mon ressort.

8

Suis-je autorisé à prêter ma clef ou à donner le code du chariot à un supérieur qui n'a pas d'autorisation de conduite ?

A

Oui, c'est sa responsabilité.

B

Non, je n'y suis pas autorisé.

C

Oui, il doit savoir le conduire.

9

Quel élément doit être visible lors du déplacement à vide avec un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

A

Le bout des fourches

B

Le talon de fourche

C

La roue folle

10

Quelle est la durée de validité d'une vérification générale périodique ?

A 1 mois

B 3 mois

C 6 mois

D 12 mois

QCM (CORRECTIONS)

1

Qui peut vous donner une autorisation de conduite ?

A

L'employeur

B

Le formateur

C

Le testeur

1

Qui peut vous donner une autorisation de conduite ?

A

L'employeur

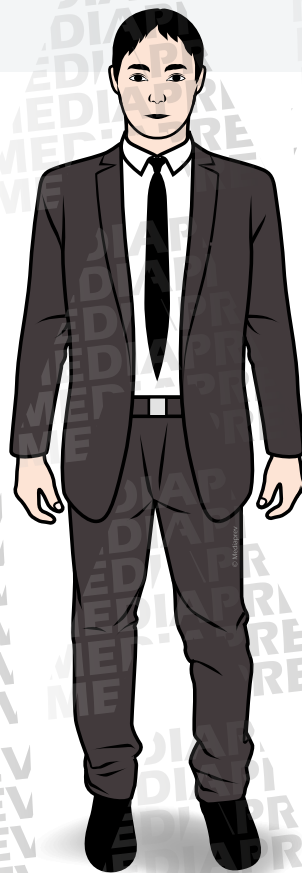
Le formateur

Le prestataire



ARTICLE 3 - ARRÊTÉ DU 2 DÉCEMBRE 1998

L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur, par le chef d'établissement, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier.



2

Quel document devez-vous avoir en votre possession lorsque vous conduisez un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

A

Le CACES®

B

L'aptitude médicale

C

L'autorisation de conduite

D

L'attestation de formation

2

Quel document devez-vous avoir en votre possession lorsque vous conduisez un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

C

L'autorisation de conduite

AUTORISATION DE CONDUITE

Le titulaire d'une autorisation de conduite doit **toujours** l'avoir en sa possession lorsqu'il conduit l'équipement faisant l'objet de cette autorisation.



3

Peut-on transporter des personnes sur les fourches ?

A

Oui, si vous circulez lentement.

B

Oui, sur une palette.

C

Non

3

Peut-on transporter des personnes sur les fourches ?

oui, si vous circulez lentement.

oui, sur une palette

C

Non

NOTE

Le **levage de personnes** est interdit conformément à l'article R.4323-46 du Code du travail. Il n'est permis qu'avec un équipement de travail et les accessoires prévus à cette fin (article R.4323-30 du Code du travail).

L'élévation et le levage de personnes à l'aide d'un chariot qui n'est ni conçu ni aménagé à cet effet sont interdits (articles R.4323-31 et R.4323-54 du Code du travail).



4

Lors de la prise de poste, que devez-vous vérifier ?

A

La présence de la pastille

B

Les documents (vérification générale périodique, certificat CE)

C

L'assurance

D

Le contrôle technique

4

Lors de la prise de poste, que devez-vous vérifier ?

A La présence de la pastille

B

Les documents (vérification générale périodique, certificat CE)

C L'assurance

D Le contrôle technique

LA PRISE DE POSTE

D

Documentation

(carnet d'entretien, certificat CE, Vérification Générale Périodique...)



5

Quelle hauteur maximale un gerbeur de catégorie 1 peut-il atteindre ?

A 1,50 mètre

B 2,50 mètres

C 3,50 mètres

D 4,50 mètres

15
OCM

5

Quelle hauteur maximale un gerbeur de catégorie 1 peut-il atteindre ?

A 1,50 mètre

B 2,50 mètres

C 3,50 mètres

D 4,50 mètres

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

CACES R485®

Catégorie 1

$1,20\text{m} < \text{hauteur de levée} \leq 2,50\text{ m}$

Catégorie 2

Hauteur de levée $> 2,50\text{ m}$

6

Que devez-vous vérifier, entre autres éléments, avant chaque utilisation d'un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

A

Les documentations

B

Le bouton anti-écrasement

C

Les galets

D

Tous les éléments précédents

6

Que devez-vous vérifier, entre autres éléments, avant chaque utilisation d'un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

Les documentations

Le bouton anti-écrasement

Les galets

D

Tous les éléments précédents

LA PRISE DE POSTE

D**Documentation**

(carnet d'entretien, certificat CE, Vérification Générale Périodique...)

A**Ajustement de l'environnement avec le chariot**

(état du sol, câble aérien...)

V**Vérification visuelle****E****Essai de toute les commandes du chariot**

7

Quand doit-on faire la charge en eau déminéralisée de la batterie ?

A

Avant la mise en charge de l'engin

B

Tous les jours

C

Après la charge complète de l'engin

D

Ceci n'est pas de mon ressort.

7

Quand doit-on faire la charge en eau déminéralisée de la batterie ?

A Avant la mise en charge de l'engin

B

Tous les jours

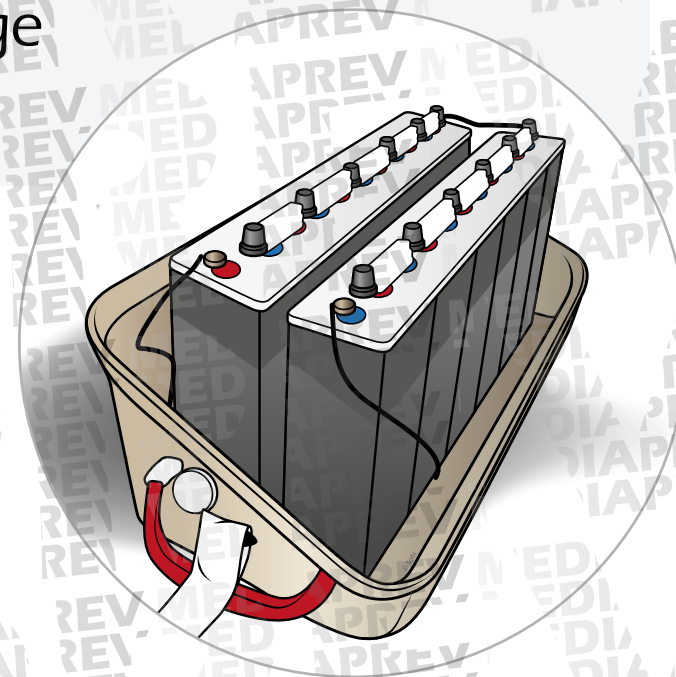
C Après la charge complète de l'engin

Ceci n'est pas de mon ressort.

LES VÉRIFICATIONS JOURNALIÈRES

Quelles sont les **opérations à réaliser quotidiennement** par le conducteur ?

La vérification du niveau de l'électrolyte, de la charge de la batterie et de la propreté de ses bornes



8

Suis-je autorisé à prêter ma clef ou à donner le code du chariot à un supérieur qui n'a pas d'autorisation de conduite ?

A

Oui, c'est sa responsabilité.

B

Non, je n'y suis pas autorisé.

C

Oui, il doit savoir le conduire.

8

Suis-je autorisé à prêter ma clef ou à donner le code du chariot à un supérieur qui n'a pas d'autorisation de conduite ?

Qui, c'est sa responsabilité.

B

Non, je n'y suis pas autorisé.

Il doit savoir le conduire.

9

Quel élément doit être visible lors du déplacement à vide avec un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

A

Le bout des fourches

B

Le talon de fourche

C

La roue folle

9

Quel élément doit être visible lors du déplacement à vide avec un chariot automoteur gerbeur à conducteur accompagnant ?

A

Le bout des fourches

Le talon de fourche

La roue folle

10

Quelle est la durée de validité d'une vérification générale périodique ?

A 1 mois

B 3 mois

C 6 mois

D 12 mois

10

Quelle est la durée de validité d'une vérification générale périodique ?

1 mois

3 mois

C

6 mois

12 mois

LA PRISE DE POSTE

D

Documentation : Vérification Générale Périodique (validité de 6 mois), carnet d'entretien, certificat CE...

A

Ajustement de l'environnement avec le chariot (état du sol, câble aérien...)

V

Vérification visuelle

E

Essai de toute les commandes du chariot

Conception, réalisation Mediaprev
Illustrations Global S



En vertu de l'article L335-2, toute utilisation frauduleuse et tout détenteur frauduleux seront systématiquement poursuivis, qu'ils soient privés, publics ou organismes public.

L'éditeur ainsi que tous les auteurs ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation ou de l'application par les lecteurs des indications mentionnées dans cet ouvrage.

L'EMPLOYEUR

Prend
l'initiative

Décide

Organise

La prévention
En tant que responsable



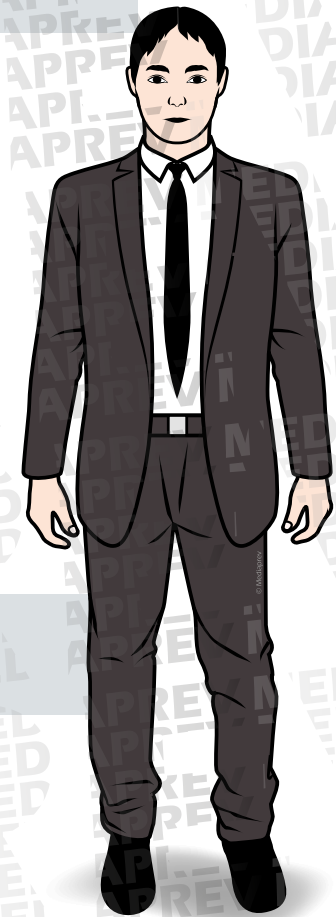
L'EMPLOYEUR

Veille

À la
sécurité

À la
Protection
de la santé

Des salariés placés sous son autorité





L'ENCADREMENT/LE RESPONSABLE DE PRÉVENTION

Met en
œuvre

Veille

À l'application des règles d'hygiène et de sécurité

En fonction de

Sa
compétence

Son
autorité

Ses
moyens





LE TRAVAILLEUR

Sa
formation

Instructions
de l'employeur

Ses
possibilités

Prend soin de sa santé et de sa sécurité
ainsi que de celles de ses collègues de travail



LE TRAVAILLEUR

Met en
œuvre et
applique

Les règles d'hygiène et de sécurité

Utilise

Les dispositifs de protection mis à sa
disposition

Fait
remonter

Les informations sur les différents risques





LE CSA/CST (SECTEUR PUBLIC) OU LE CSE (SECTEUR PRIVÉ)

Contribue

À la sécurité et à la protection de la santé physique et mentale des employés dans leur travail

Analyse

Les risques professionnels

Enquête

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, à caractère grave ou répété



LE CSA/CST (SECTEUR PUBLIC) OU LE CSE (SECTEUR PRIVÉ)

Prévoit

Son intervention en cas de danger grave et imminent

Suggère

Des améliorations de l'hygiène, de la sécurité, et des conditions de travail

Émet

Des avis

Peut
faire
appel

À des experts agréés



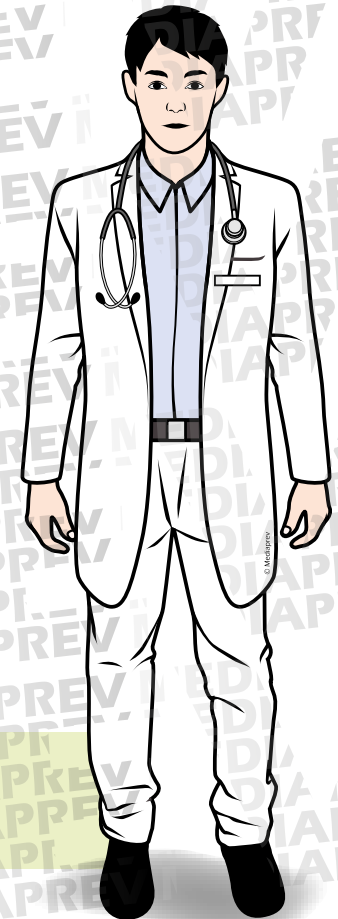


LE SERVICE DE MÉDECINE DU TRAVAIL

Surveillance médicale des employés



Action sur le milieu professionnel



LE SERVICE DE MÉDECINE DU TRAVAIL

Amélioration

Des conditions de vie et de travail

Hygiène générale

Des locaux et des restaurants d'entreprise

Adaptation

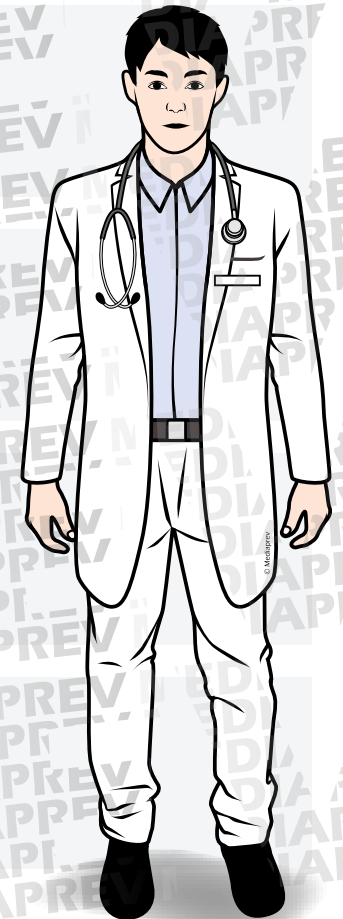
Des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine

Protection

Des employés contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accident ou de maladie

Information

Sanitaire



LE SERVICE DE MÉDECINE DU TRAVAIL

Associé

Aux actions de formation

Consulté

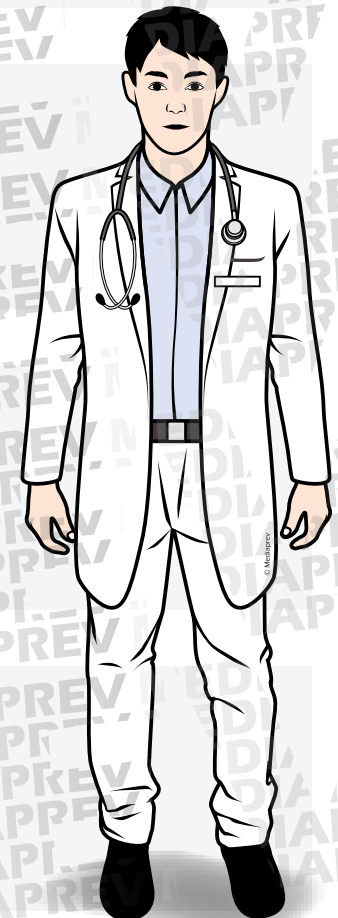
Sur les projets (construction, aménagements, nouvelles technologies...)

Informé

Avant toute utilisation de substances et produits dangereux

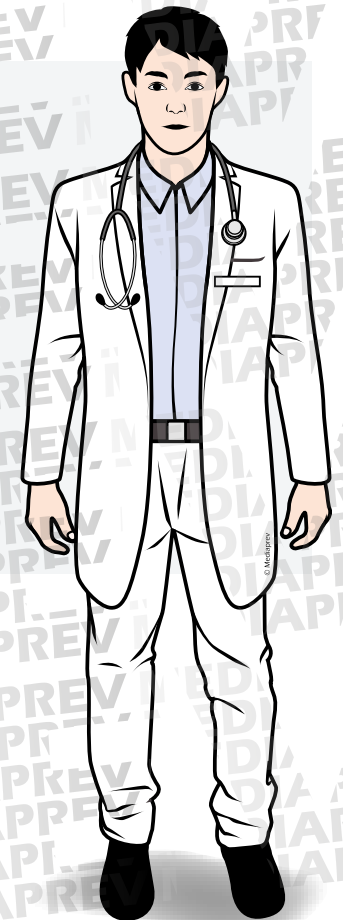
Informé

De chaque accident de service et de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel



LE SERVICE DE MÉDECINE DU TRAVAIL

Pour chaque entreprise ou établissement, le médecin du travail établit et met à jour une **fiche d'entreprise** sur laquelle figurent, notamment, les risques professionnels et les effectifs de salariés qui y sont exposés (Art. R.4624-46 du Code du travail).





L'ACTEUR PRAP (PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ PHYSIQUE)

Joue un rôle important en matière de **prévention des TMS** (Troubles Musculo-Squelettiques) et des **risques liés à la manutention manuelle**.

Grâce à la connaissance approfondie de son activité de travail, il est **acteur de sa propre sécurité** au sein d'une **démarche collective**.





LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL (SST)

Premier maillon
de la chaîne des
secours

Sans son **intervention immédiate**, lors
d'un accident ou d'un malaise, l'état de
la victime peut très vite se dégrader
avant l'arrivée des secours extérieurs.

Rôle en matière
de prévention
au sein de
l'établissement

**Veille au quotidien à la sécurité de
ses collègues** de travail afin de limiter
les risques d'accident et par conséquent
les interventions de premiers secours.





CARSAT/CRAM

Développement et coordination de la **prévention** des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Application des **règles de tarification**

Étude des risques professionnels révélés ou potentiels

Visites

Contrôles

Sollicitations

Statistiques



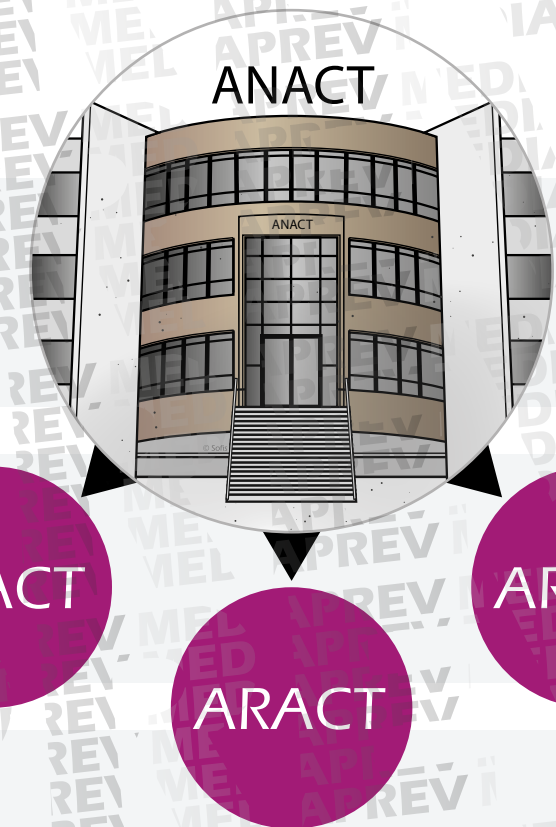


L'Agence Nationale d'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT) et l'Agence Régionale d'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT)

Recherches et expériences pour l'amélioration des conditions de travail

Rassembler et diffuser les informations sur l'amélioration des conditions de travail

Appuyer les démarches d'entreprise en matière d'évaluation et de prévention des risques professionnels





L'INSPECTEUR DU TRAVAIL

Contrôle

Les conditions d'application de la réglementation

Propose à
l'employeur

Toute mesure pouvant améliorer l'hygiène
et la sécurité du travail et la prévention des
risques professionnels.

Propose

Des mesures immédiates jugées nécessaires





L'INRS

L'INRS est un **organisme scientifique et technique** qui travaille, au plan institutionnel, avec la CNAMTS, les CARSAT-CRAMIF-CGSS et plus ponctuellement pour les services de l'État ainsi que pour tout autre organisme s'occupant de prévention des risques professionnels.



L'INRS

Développe

Un ensemble de savoir-faire pluridisciplinaires qu'il met à la disposition de tous ceux qui, en entreprise, sont chargés de la prévention.

Dispose

De compétences scientifiques, techniques et médicales couvrant une très grande variété de disciplines, toutes au service de la maîtrise des risques professionnels.

Élabore
et diffuse

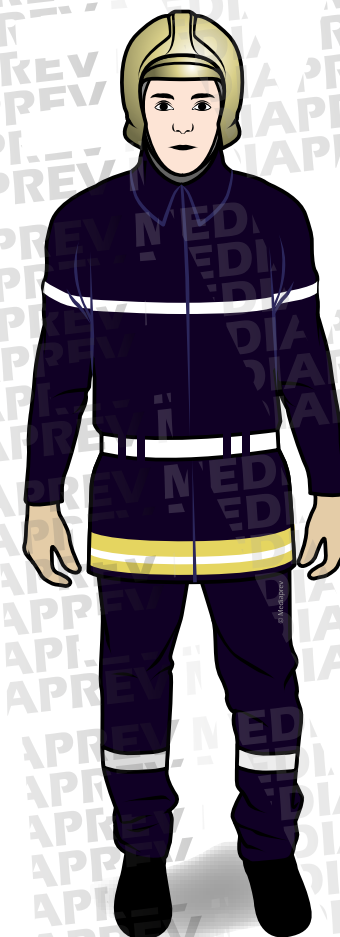
Des documents intéressant l'hygiène et la sécurité du travail (distribuées par les CARSAT).



LES SAPEURS-POMPIERS

Mise en
sécurité des
bâtiments
(vérification lors
de l'ouverture).

Intervention
lors d'un
incendie.





LES ORGANISMES DE CONTRÔLE

Vérifications initiales, courantes et périodiques.

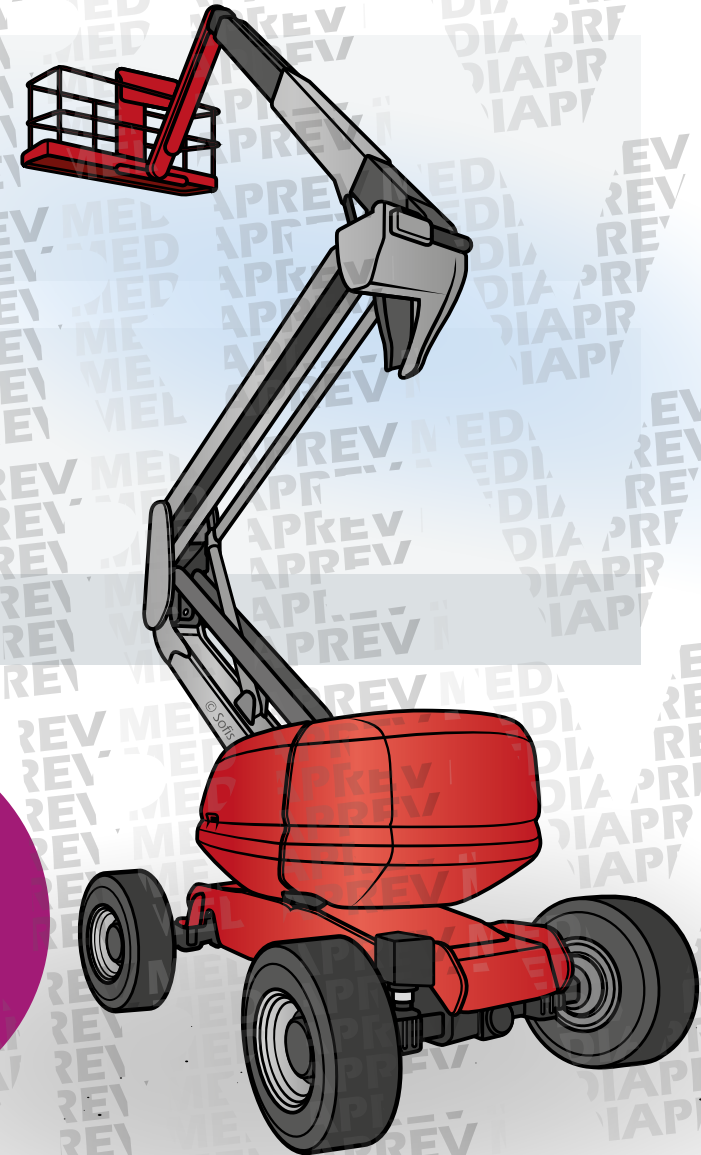
Renseignement des registres de contrôles.

EXEMPLES

Engins de
levage

Installations
électriques

Appareil
sous
pression





L'EXPERT

Intervient en qualité d'expert agréé en matière de santé et sécurité au travail et/ou sur « l'organisation du travail et de la production ».

A accès

Aux locaux

Aux informations
nécessaires à
sa mission



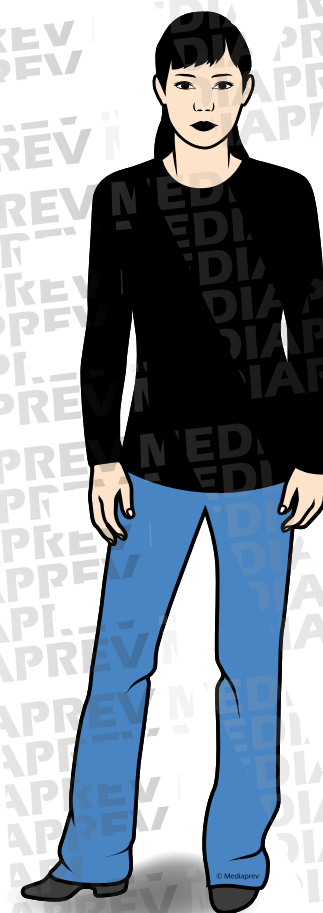


L'INTERVENANT EN PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS (IPRP)

Intervient
en qualité de
spécialiste d'un
domaine

Possède
une habilitation
à titre personnel
ou au titre d'une
entreprise

Son
intervention
se fait avec
l'accord du chef
d'établissement.





LA MSA

Dans le secteur agricole, la Mutuelle Sociale Agricole (MSA) **accompagne et conseille** activement les entreprises dans leurs démarches de prévention.



